



Union interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.

# Les femmes au parlement en 2022

## Regard sur l'année écoulée



Celia Xakriaba, une militante du climat, est l'une des 4 femmes autochtones élues au Parlement brésilien.  
© Douglas Magno/AFP

## Introduction

En 2022, après deux années marquées par les confinements et les pertes dues à la pandémie de COVID-19 dont le monde se remet progressivement, le leadership des femmes dans les parlements du monde entier continue de s'améliorer, mais à un rythme lent. La représentation des femmes au parlement a franchi de nouvelles étapes à travers le monde et le contexte dans lequel les femmes exercent leur leadership politique ne cesse de gagner en importance. Du Brésil à la Hongrie et de l'Australie aux États-Unis d'Amérique, les questions de genre et les droits des femmes ont déterminé le comportement des électeurs et les résultats électoraux.

Jamais la diversité et la représentativité des femmes parlementaires n'ont été aussi grandes qu'elles le sont aujourd'hui dans bon nombre de pays. L'évolution considérable des technologies et de l'action parlementaire amorcée pendant la pandémie s'est institutionnalisée, permettant ainsi de faire des parlements des lieux de travail davantage axés sur la modernité et la sensibilité au genre et compatibles avec la vie de famille. Les

## REPÈRES

- Le 1<sup>er</sup> janvier 2023, la proportion des femmes dans les parlements nationaux atteignait 26,5 % des élus (+0,4 point en glissement annuel). Cette progression sensible observée depuis plus d'une décennie représente néanmoins le taux de croissance le plus faible depuis six ans.
- Dans les 47 pays qui ont organisé des élections en 2022, en moyenne 25,8 % des sièges à pourvoir ont été remportés par des femmes (+2,3 points par rapport aux renouvellements parlementaires précédents dans ces pays).
- Les quotas législatifs continuent de jouer un rôle déterminant dans la représentation des femmes à travers le monde. Les chambres ayant des quotas législatifs (ou à la fois des quotas législatifs et des quotas volontaires mis en place par les partis) ont élu 30,9 % de femmes en 2022, contre 21,2 % dans les chambres sans quotas. Dans les chambres parlementaires dotées de quotas, la représentation des femmes présentait une plus grande stabilité et affichait une croissance plus forte.
- La Slovaquie, Malte, la Guinée équatoriale, la Colombie et l'Australie sont les pays dans lesquels la représentation des femmes dans des chambres élues du parlement a le plus fortement progressé en 2022. Dans près de 40 % des renouvellements au cours de l'année, les femmes ont perdu des sièges ou n'en ont pas gagné (24 chambres).
- Le Sénat australien est la seule chambre où les femmes occupaient plus de 50 % des sièges en 2022 (56,6 %), devenant ainsi la première chambre haute dans le monde en termes de représentation des femmes et l'une des cinq seules chambres hautes à l'échelle mondiale où les élus représentaient plus de 50 %. Dans six autres pays, les femmes avaient remporté entre 40 % et 50 % de sièges.

## REPÈRES

- Le continent américain était toujours la région où la représentation des femmes était la plus forte. Les femmes représentaient 30,2 % des parlementaires dans les 12 chambres des huit pays qui avaient organisé des élections législatives en 2022. Dans l'ensemble, les femmes représentaient, au 1<sup>er</sup> janvier 2023, 34,7 % de tous les parlementaires de la région, toutes chambres et tous pays confondus.
- Plus généralement, au 1<sup>er</sup> janvier 2023, six pays (Cuba, Émirats arabes unis, Mexique, Nouvelle-Zélande, Nicaragua et Rwanda), soit un pays de plus qu'au début de l'année 2022, avaient atteint la parité ou la proportion d'élues à leur chambre basse ou chambre unique était supérieure à celle des hommes. En Nouvelle-Zélande, un parlementaire et ancien président du parlement néo-zélandais a été remplacé par une parlementaire.
- À la fin de 2022, dans moins d'un tiers des chambres basses ou chambres uniques, le pourcentage de sièges remportés par les femmes avait atteint ou dépassé 30 %. Dans soixante-quatre pays, les femmes occupaient au moins 30 % des sièges à la chambre basse ou la chambre unique à la fin de cette même année, soit seulement trois sièges de plus qu'en 2021.
- À l'échelle mondiale, la proportion moyenne de femmes présidentes de parlement avait atteint 22,7 % (+0,7 point). Ce chiffre était nettement inférieur au pourcentage global de femmes au parlement (26,5 %).

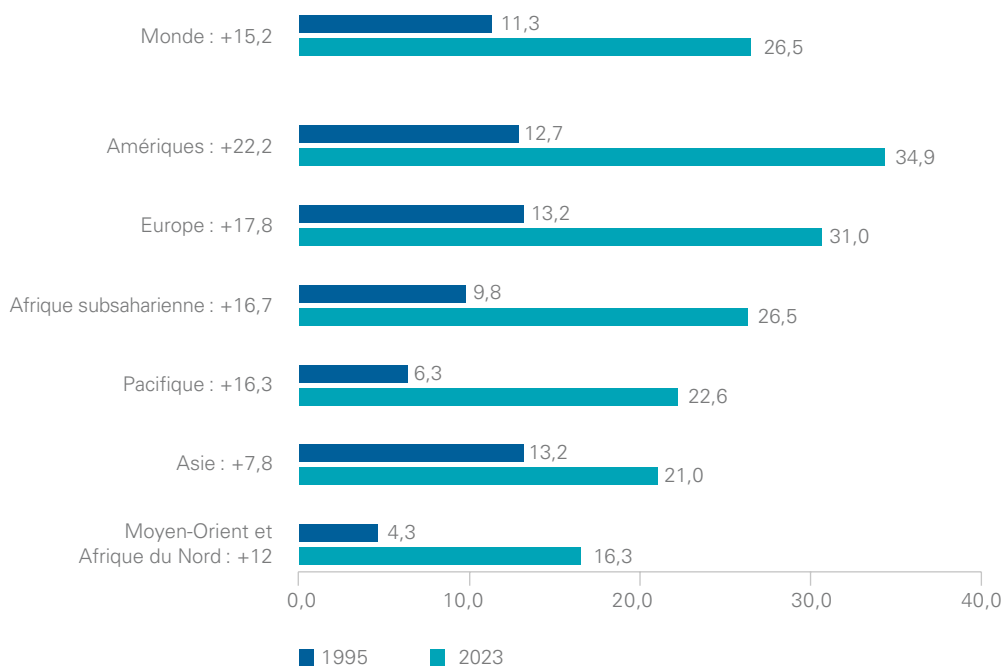
femmes ont également démontré leur leadership face à la crise climatique. Néanmoins, il subsiste des obstacles, notamment la violence à caractère sexiste et l'inégalité d'accès au financement des campagnes, qui ne font qu'élargir le fossé entre les femmes et les hommes en politique dans de nombreuses régions du monde.

Les effets des politiques, la plus grande sensibilité au genre des lieux de travail parlementaires et la sensibilisation du public sont quelques-uns des aspects positifs de la participation des femmes à la vie politique en 2022. Pour la première fois, il n'existe pas un seul parlement dans le monde qui ne compte aucune femme parlementaire et pourtant, la parité est loin d'être la règle au parlement. En 2022, le taux de progression de la représentation des femmes a enregistré son niveau le plus faible en six ans, soit 0,4 point pour s'établir en fin d'année à 26,5 %. À ce rythme-là, il faudra attendre plus de 80 ans pour atteindre la parité.

Des élections législatives ont été organisées dans 47 pays<sup>1</sup> en 2022, avec en moyenne 25,8 % de femmes élues (chambres hautes ou basses et chambres uniques confondues), soit une progression de 2,3 points par rapport aux élections tenues précédemment dans ces pays. Cette progression s'explique en grande partie par les résultats notables obtenus dans un petit groupe de pays. Dans huit pays, la proportion de femmes élues ou nommées à une chambre législative a été égale ou supérieure à 40 % en 2022. Avec 56,6 % de femmes élues à la chambre haute, l'Australie occupait la première place. Cela étant, la plupart du temps, les renouvellements parlementaires en 2022 ont enregistré des résultats négatifs (29 % des renouvellements) ou une croissance timide (26 % des renouvellements et une croissance inférieure à 2 points). Dans plus d'un tiers des élections organisées en 2022, moins de 20 % des sièges ont été remportés par des femmes dans les parlements nationaux.

Figure 1

### Moyennes mondiales et régionales de la représentation des femmes dans les parlements, en 1995 et en 2023



Source : données de l'Union interparlementaire (UIP) toutes chambres confondues, chiffres au 1<sup>er</sup> juillet 1995 et au 1<sup>er</sup> janvier 2023 respectivement. Les chiffres indiquent des pourcentages.

Partout dans le monde, les régions ont enregistré des avancées et des reculs :

- Sur le continent américain, la première place revient à la Colombie où se sont tenues des élections historiques. Au Brésil et aux États-Unis d'Amérique, après des élections controversées, la diversité des femmes élues au parlement a progressé, mais les résultats obtenus étaient parmi les plus faibles enregistrés dans la région en matière de représentation des femmes.

<sup>1</sup> La Tunisie n'est pas comprise dans le nombre total de pays. Les résultats des élections législatives qui ont débuté le 17 décembre 2022 et se sont achevées le 27 janvier 2023 n'étaient pas encore connus au moment de mettre sous presse.

- En Angola, au Kenya et au Sénégal, des élections aux enjeux de taille ont abouti à des résultats incontestables pour les femmes.
- Dans la région Pacifique, en cette année historique, la proportion de femmes élues aux deux chambres du parlement a atteint un niveau record et, pour la toute première fois, chaque instance législative de tous les États insulaires du Pacifique compte au moins une femme.
- Les résultats obtenus en 2022 dans la région Asie reflètent de grandes disparités : au Japon, où le Sénat est traditionnellement à prédominance masculine, le nombre de femmes élues n'a jamais été aussi élevé. En revanche, l'Inde, qui est la plus grande démocratie du monde, se situe toujours dans le quartile inférieur à l'échelle mondiale.
- Dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), on n'entrevoit pas de lueur d'espoir pour la représentation des femmes en 2022 ; en effet, la proportion des femmes élues à l'occasion des renouvellements parlementaires a atteint à peine 16,3 %, soit la moyenne la plus basse de toutes les régions.

## Tendances régionales

### Les Amériques : tournant historique et diversité en hausse

Des élections législatives ont été organisées en 2022 dans huit pays sur le continent américain. En moyenne, 30,2 % des sièges ont été remportés par les femmes au parlement, soit une progression de 2,2 points par rapport aux précédentes élections aux mêmes chambres. Aux Amériques, la proportion des femmes au parlement a augmenté dans l'ensemble de 1,1 point pour atteindre en moyenne 34,9 %. Ce chiffre est inégalé dans le monde. L'Amérique du Sud affiche le taux de croissance le plus élevé (+1,6 point), pour une moyenne globale de (30,5 %).

Les Caraïbes enregistrent la moyenne plus élevée (40,2 %). En Amérique du Nord, 38,8 % des parlementaires étaient des femmes. Le Parlement mexicain et le Sénat canadien dont les membres étaient nommés comptaient autant d'hommes que de femmes, mais aux États-Unis d'Amérique, la proportion d'élues aux deux chambres n'était que de 27 %.

La région a été marquée par un virage politique à gauche et les élections de 2022 en Colombie et au Brésil ont été annonciatrices de changements politiques majeurs. Cette deuxième « marée rose », qui attache de plus en plus d'importance aux questions environnementales, au genre et à la justice sociale, mise sur les victoires remportées par d'autres candidats de gauche en Argentine, en Bolivie, au Chili, au Honduras, au Mexique et au Pérou ces cinq dernières années. Ce tournant politique a été porteur de transformation pour certains parlements en 2022, comme en Colombie, mais la victoire de la gauche à la tête de l'exécutif brésilien n'a pas fait sentir ses effets au parlement.

En 2022, les électeurs chiliens ont rejeté un projet de nouvelle constitution progressiste et la violence à l'égard des journalistes, en particulier des femmes reporters, s'est intensifiée au Mexique. La Vice-présidente de l'Argentine et Présidente du Sénat, Cristina Fernández de Kirchner, a échappé de justesse à une tentative d'assassinat. Au Pérou, le Président, Pedro Castillo, a été mis en accusation, emprisonné et remplacé par l'ancienne Vice-présidente, Dina Boluarte, première femme à diriger le pays<sup>2</sup>.

Au sein des chambres uniques et basses du parlement, c'est en Colombie que la progression de la représentation des femmes au parlement a été la plus forte (+10,2 points).

2 [www.aljazeera.com/news/2022/12/28/latin-americas-top-stories-of-2022](https://www.aljazeera.com/news/2022/12/28/latin-americas-top-stories-of-2022).



En 2022, la Colombie a élu un nombre sans précédent de femmes au parlement. Francia Marquez est la première femme afro-colombienne à être nommée à la vice-présidence du pays et seulement la deuxième femme à occuper ce poste. © Raul Arboleda/AFP



Viennent ensuite la Barbade (+6,7 points) et Saint-Kitts-et-Nevis (+6,3 points), portant la proportion d'élues à près d'un tiers en Colombie, à la Barbade et à Saint-Kitts-et-Nevis. C'est également en Colombie que la plus forte progression a été enregistrée dans les chambres hautes de la région (+8,3 points). La représentation des femmes dans tous les parlements de la région s'est améliorée ou est restée stable, à l'exception de la chambre haute du Parlement de la Grenade où siègent 16 parlementaires, qui a élu deux femmes de moins en 2022 (-15,4 points). L'Assemblée nationale de Saint-Kitts-et-Nevis compte désormais cinq femmes, du jamais vu, dont une femme élue par vote direct. Trois sièges ont été attribués à des femmes par nomination (dont celui de la Vice-présidente du parlement, Latoya Jones) et la présidence est assurée par une femme, Lanien Blanchette.

Le **Costa Rica** vient en tête des résultats des élections de 2022 au niveau régional ; 47,4 % des sièges de sa chambre unique ont été remportés par des femmes (+1,8 point). La forte tradition de la représentation des femmes au parlement s'explique par la conception et la mise en place de quotas par sexe. Introduits en 1996, les quotas de parité par sexe ont fait l'objet de plusieurs modifications. Aujourd'hui, conformément à la loi, 50 % des sièges en position éligible pourvus au scrutin à listes bloquées doivent être réservés aux femmes. Le 1<sup>er</sup> janvier 2023, le Costa Rica pointait en 187<sup>e</sup> position dans le classement mondial pour la représentation des femmes, en partie grâce au rôle joué par le Tribunal Supremo de Elecciones (tribunal suprême des élections) qui avait pour mission de faire appliquer la loi et de superviser l'attribution des fonds destinés à financer les campagnes publiques.

Pour la première fois dans l'histoire de la **Colombie**, les élections ont porté au pouvoir une Afro-Colombienne, Francia Márquez. Nommée vice-présidente du pays, elle est la deuxième femme à occuper ce poste. Les femmes détenaient 29,6 % des sièges à pourvoir à la chambre haute (+8,3 points) et 28,9 % à la chambre basse (+10,2 points). Cette forte progression de la représentation des femmes dans les deux chambres se retrouvait dans les circonscriptions autochtones et d'ascendance africaine du pays<sup>3</sup>, et rapproche la Colombie de la moyenne sous-régionale en Amérique du Sud (30,5 %). Cette amélioration s'explique par plusieurs facteurs. Quelque 1112 femmes s'étaient portées candidates aux élections, ce qui représentait plus de 40 % des candidatures (+6 points par rapport à 2018). En outre, pour la toute première fois, un parti féministe a contesté les élections de 2022. Connu sous le nom de *Estamos Listas* (« Nous sommes prêtes »), ce parti a recueilli plus de 100 000 voix et, malgré la modicité de ses fonds de campagne, a réussi à sensibiliser l'opinion<sup>4</sup>.

En Colombie, les candidates ont certes obtenu des avancées en 2022, mais ce n'était pas le cas des femmes vivant dans des zones touchées par un conflit. Seules trois femmes ont été élues dans les circonscriptions transitoires spéciales pour la paix (CITREP) implantées dans des territoires qui avaient été marginalisés tout au long des cinq décennies de guerre

civile. Seize sièges parlementaires supplémentaires avaient été accordés à ces circonscriptions dans le cadre de l'accord signé en 2016. Ces circonscriptions avaient pour mission de promouvoir une représentation plus inclusive en politique et malgré l'existence de listes comptant un nombre égal d'hommes et de femmes, les résultats obtenus par les femmes dans ces circonscriptions touchées par un conflit étaient nettement inférieurs à la moyenne nationale. À l'heure actuelle, les femmes touchées de manière disproportionnée par le conflit détiennent 18 % des sièges. Ce chiffre est nettement inférieur au nombre de sièges qu'elles occupent à la chambre basse (28 %). Bien qu'un système de liste avec vote préférentiel ait été mis en place, les femmes figuraient le plus souvent en deuxième position sur les listes de candidats, ce qui créait un effet dissuasif symbolique<sup>5</sup>. Ces sièges continueront d'être réservés aux CITREP pendant les deux prochains mandats présidentiels (2022–2026 et 2026–2030), offrant pour l'instant un potentiel inexploité pour la participation des femmes.

Les élections au **Brésil** ont marqué un tournant particulièrement important pour la diversité des femmes élues au parlement (voir la section consacrée particulièrement à cette question). Néanmoins, les résultats de ces élections ont été les moins bons de toutes les élections organisées en Amérique latine en 2022. Bien que le candidat de la gauche, Luiz Inácio Lula da Silva, ait été élu au second tour de l'élection présidentielle, les candidats pro-Bolsonaro ont remporté une victoire écrasante au Congrès national et obtenu une nouvelle majorité au Sénat fédéral (la chambre haute). Le nombre d'élues à la Chambre des députés n'a jamais été aussi élevé, mais le Brésil reste bien en dessous de la moyenne à l'échelle régionale, avec seulement 17,7 % de femmes à la Chambre des députés et 16 % au Sénat fédéral.

Depuis 1997, la loi brésilienne impose aux partis et aux coalitions d'inscrire sur leurs listes au moins 30 % de candidats appartenant au sexe sous-représenté en vue des élections organisées au niveau fédéral, au niveau municipal et au niveau des États. Ce n'est qu'à partir de 2014 que les partis ont appliqué cette règle pour les élections nationales. Malgré une amélioration de la mise en œuvre, le nombre d'élues au parlement stagne et demeure nettement en dessous du niveau visé par les quotas. Cette situation s'explique peut-être par la conception institutionnelle du système de représentation proportionnelle à listes non bloquées<sup>6</sup>, et par l'augmentation rapide des coûts de campagne, sans compter l'écart de plus en plus marqué entre les capacités des hommes et des femmes de lever des fonds<sup>7</sup>. Le recours, souvent à mauvais escient, à une loi obligeant les partis à allouer à des candidates 30 % des fonds publics à des fins électorales se traduit par une dilapidation ou une mauvaise orientation des ressources<sup>8</sup>.

3 [infobae.com/en/2022/03/17/the-new-colombian-congress-will-be-occupied-by-almost-30-by-women](https://infobae.com/en/2022/03/17/the-new-colombian-congress-will-be-occupied-by-almost-30-by-women).

4 [transparenciaelectoral.org/observatoriodemujerespolitica/wp-content/uploads/2022/03/Informe-Elecciones-Colombia-2022.pdf](https://transparenciaelectoral.org/observatoriodemujerespolitica/wp-content/uploads/2022/03/Informe-Elecciones-Colombia-2022.pdf).

5 [sismamujer.org/wp-content/uploads/2022/02/Reporte-de-participacion-de-mujeres-en-la-politica-Curules-de-paz.pdf](https://sismamujer.org/wp-content/uploads/2022/02/Reporte-de-participacion-de-mujeres-en-la-politica-Curules-de-paz.pdf).

6 [cambridge.org/core/books/abs/party-institutionalization-and-womens-representation-in-democratic-brazil/brazils-quota-law-and-the-challenges-of-institutional-change-amidst-weak-and-gendered-institutions/238E4DFFA9D594C54C0F67E4FA4EB7A4](https://cambridge.org/core/books/abs/party-institutionalization-and-womens-representation-in-democratic-brazil/brazils-quota-law-and-the-challenges-of-institutional-change-amidst-weak-and-gendered-institutions/238E4DFFA9D594C54C0F67E4FA4EB7A4).

7 Ibid.

8 Ibid. ; [nytimes.com/2019/04/12/world/americas/brazil-women-candidates-money.html](https://nytimes.com/2019/04/12/world/americas/brazil-women-candidates-money.html).

Aux **États-Unis d'Amérique**, le nombre d'élues au parlement a dépassé de peu le sommet historique atteint en 2020, avec 28,7 % de sièges remportés par les femmes à la Chambre des représentants (la chambre basse: + 1,3 point) et 25,3 % au Sénat (la chambre haute) où ce nombre avait atteint un record sans précédent en 2019–2020. Plus de la moitié des nouvelles élues à la Chambre des représentants étaient des femmes de couleur, ce qui reflète une progression constante ces dernières années de la diversité raciale et ethnique des

candidates et des titulaires femmes de mandat au Congrès, plus particulièrement dans la chambre basse<sup>9</sup>. Un nombre record de femmes a aussi été élu aux assemblées législatives et à des postes de gouverneur dans les États et, pour la première fois, une femme noire, Ketanji Brown Jackson, a été nommée à la Cour suprême des États-Unis.

9 [cnn.com/2022/11/23/politics/election-2022-record-women-in-congress/index.html](https://www.cnn.com/2022/11/23/politics/election-2022-record-women-in-congress/index.html).

Tableau 1

### Les femmes dans les chambres uniques et basses après les renouvellements parlementaires de 2022

|    | Pays                  | Total des sièges | Total de femmes | % de femmes | Quotas |
|----|-----------------------|------------------|-----------------|-------------|--------|
| 1  | Costa Rica            | 57               | 27              | 47,4 %      | Oui*** |
| 2  | Suède                 | 349              | 161             | 46,1 %      | Oui*   |
| 3  | Sénégal               | 165              | 73              | 44,2 %      | Oui**  |
| 4  | Danemark              | 179              | 78              | 43,6 %      | Non    |
| 5  | Slovénie              | 90               | 36              | 40,0 %      | Oui*** |
| 6  | Serbie                | 249              | 96              | 38,6 %      | Oui**  |
| 7  | Australie             | 151              | 58              | 38,4 %      | Oui*   |
| 8  | Dominique             | 32               | 12              | 37,5 %      | Non    |
| 9  | France                | 577              | 215             | 37,3 %      | Oui*** |
| 10 | Portugal              | 230              | 85              | 37,0 %      | Oui*** |
| 11 | Angola                | 220              | 74              | 33,6 %      | Oui*** |
| 12 | Népal                 | 275              | 91              | 33,1 %      | Oui**  |
| 13 | Italie                | 400              | 129             | 32,3 %      | Oui*** |
| 14 | Grenade               | 16               | 5               | 31,3 %      | Non    |
| 15 | Saint-Kitts-et-Nevis  | 16               | 5               | 31,3 %      | Non    |
| 16 | Guinée équatoriale    | 100              | 31              | 31,0 %      | Non    |
| 17 | Lettonie              | 100              | 30              | 30,0 %      | Non    |
| 18 | Guinée                | 81               | 24              | 29,6 %      | Oui**  |
| 19 | Colombie              | 187              | 54              | 28,9 %      | Oui**  |
| 20 | États-Unis d'Amérique | 432              | 124             | 28,7 %      | Non    |
| 21 | Malte                 | 79               | 22              | 27,8 %      | Oui**  |
| 22 | Philippines           | 311              | 85              | 27,3 %      | Oui*   |
| 23 | Barbade               | 30               | 8               | 26,7 %      | Non    |
| 24 | Lesotho               | 121              | 32              | 26,4 %      | Oui**  |
| 25 | Bulgarie              | 240              | 58              | 24,2 %      | Non    |
| 26 | Kenya                 | 350              | 82              | 23,4 %      | Oui*** |
| 27 | Israël                | 120              | 28              | 23,3 %      | Oui*   |
| 28 | Bahreïn               | 40               | 8               | 20,0 %      | Non    |
| 29 | Somalie               | 274              | 54              | 19,7 %      | Oui*** |
| 30 | Brésil                | 513              | 91              | 17,7 %      | Oui*** |
| 31 | Burkina Faso          | 71               | 12              | 16,9 %      | Non    |
| 32 | Bosnie-Herzégovine    | 42               | 7               | 16,7 %      | Oui**  |
| 33 | Congo                 | 151              | 22              | 14,6 %      | Non    |
| 34 | Sao Tomé-et-Principe  | 55               | 8               | 14,5 %      | Oui**  |
| 35 | Hongrie               | 199              | 28              | 14,1 %      | Oui*   |
| 36 | Malaisie              | 221              | 30              | 13,6 %      | Oui*   |
| 37 | Fidji                 | 55               | 6               | 10,9 %      | Non    |

|    |                           |     |   |        |     |
|----|---------------------------|-----|---|--------|-----|
| 38 | Nauru                     | 19  | 2 | 10,5 % | Non |
| 39 | Gambie                    | 58  | 5 | 8,6 %  | Non |
| 40 | Koweït                    | 64  | 4 | 6,3 %  | Non |
| 41 | Liban                     | 128 | 8 | 6,3 %  | Non |
| 42 | Vanuatu                   | 52  | 1 | 1,9 %  | Non |
| 43 | Papouasie–Nouvelle-Guinée | 115 | 2 | 1,7 %  | Non |

Note: \* indique qu'au moins un parti politique a adopté des mesures volontaires pour accroître le nombre de candidates, \*\* indique un quota législatif (quota de candidates ou sièges réservés), \*\*\* indique à la fois des quotas législatifs et des quotas volontaires de partis

Tableau 2

### Les femmes dans les chambres hautes après les renouvellements parlementaires de 2022

|    | Pays                  | Total des sièges | Total de femmes | % de femmes | Quotas |
|----|-----------------------|------------------|-----------------|-------------|--------|
| 1  | Australie             | 76               | 43              | 56,6 %      | Oui*   |
| 2  | Barbade               | 20               | 8               | 42,1 %      | Non    |
| 3  | Népal                 | 58               | 22              | 37,3 %      | Oui**  |
| 4  | Italie                | 320              | 71              | 34,5 %      | Oui*** |
| 5  | Kenya                 | 68               | 21              | 30,9 %      | Oui*** |
| 6  | Grenade               | 13               | 4               | 30,8 %      | Non    |
| 7  | Colombie              | 108              | 32              | 29,6 %      | Oui**  |
| 8  | Philippines           | 24               | 7               | 29,2 %      | Oui*   |
| 9  | Japon                 | 245              | 64              | 25,8 %      | Non    |
| 10 | États-Unis d'Amérique | 100              | 25              | 25,3 %      | Non    |
| 11 | Bahreïn               | 40               | 10              | 25,0 %      | Non    |
| 12 | Lesotho               | 32               | 8               | 24,2 %      | Non    |
| 13 | Guinée équatoriale    | 74               | 16              | 21,6 %      | Oui*   |
| 14 | République tchèque    | 81               | 15              | 18,5 %      | Non    |
| 15 | Slovénie              | 40               | 7               | 17,5 %      | Non    |
| 16 | Brésil                | 81               | 13              | 16,0 %      | Oui*   |
| 17 | Jordanie              | 65               | 10              | 15,4 %      | Non    |
| 18 | Inde                  | 241              | 33              | 13,9 %      | Non    |
| 19 | Algérie               | 132              | 7               | 4,3 %       | Non    |

### Europe: croissance modeste et dérive populiste

L'invasion de l'Ukraine par la Russie au début de l'année 2022 constitue pour la première fois depuis la Seconde Guerre mondiale un risque majeur pour la sécurité en Europe. L'onde de choc provoqué par ce conflit a été ressentie lors des élections organisées dans la région tout au long de l'année. L'audace dont ont fait preuve des dirigeantes de pays européens voisins a marqué une rupture avec la géopolitique traditionnelle, avec la demande d'adhésion au Traité de l'Atlantique Nord formulée par la Première Ministre finlandaise, Sanna Marin, et la Première Ministre suédoise de l'époque, qui ont rompu avec des décennies de non-alignement sur le plan militaire.

Les élections organisées en France, en Hongrie, en Italie et en Suède ont permis aux partis de droite d'accéder au pouvoir ou de consolider leur pouvoir<sup>10</sup>. Au Royaume-Uni,

Liz Truss est devenue la troisième Première Ministre. Elle détient également le record du plus court mandat de l'histoire du pays. Sur fond de controverses au sujet de la violence à l'égard des femmes dont ont été victimes plusieurs responsables politiques (voir la section consacrée particulièrement à cette question), Yaël Braun-Pivet a été élue à la présidence de l'Assemblée nationale française, devenant ainsi la première femme à occuper ce poste. Une femme, Élisabeth Borne, a été nommée Première Ministre de la France. C'est seulement la deuxième fois qu'une femme est nommée à ce poste.

Le pourcentage des femmes élues lors des élections législatives en Europe a atteint 31 % en moyenne, ce qui place la région en deuxième position pour la proportion d'élues au parlement dans le monde en 2022. Néanmoins, dans plus de la moitié des 15 chambres parlementaires renouvelées dans 13 pays européens, on constate une baisse ou à une stagnation de la représentation des femmes. Cela est notamment le cas en Bosnie-Herzégovine (chambre basse: -4,8 points), en Italie (chambre basse: -3,5 points;

10 [pewresearch.org/fact-tank/2022/10/06/populists-in-europe-especially-those-on-the-right-have-increased-their-vote-shares-in-recent-elections/](https://pewresearch.org/fact-tank/2022/10/06/populists-in-europe-especially-those-on-the-right-have-increased-their-vote-shares-in-recent-elections/).



Lors des élections parlementaires organisées en Slovénie en avril 2022, 40 % des sièges ont été remportés par des femmes grâce à la mise en œuvre effective des quotas. © Jure Makovec/AFP

chambre haute : -0,8 point), au Portugal (monocaméral : -1,7 point), en France (chambre basse : -1,6 point), en Lettonie (monocaméral : -1 point), en Serbie (monocaméral : -0,2 point) et en Suède (monocaméral : situation inchangée).

D'une manière générale, l'Europe était l'une des deux seules régions du monde où la proportion de femmes parlementaires avait perdu du terrain entre 2021 et 2022, même si ce recul était de faible importance (-0,1 point). Ce recul est principalement imputable aux pays du sud de l'Europe (-1,2 point). Les meilleurs résultats ont été enregistrés par les pays nordiques (45,7 % de femmes). C'était la seule sous-région à avoir gagné 1 point. Une croissance modeste avait été observée dans les pays de l'Europe centrale et orientale en 2022, mais le pourcentage moyen de femmes parlementaires dans ces pays était le plus faible d'Europe (25 %).

Seulement deux pays ont enregistré des gains supérieurs à 5 points. Cela est notamment le cas de la Slovénie (chambre basse : + 15,6 points ; chambre haute : + 7,5 points) et de Malte (+13,1 points). Il existe une très grande disparité dans la représentation des femmes au niveau régional. Moins de 20 % de femmes ont été élues à l'issue du renouvellement de quatre chambres du parlement en 2022. Il s'agit notamment de la Hongrie (14,1 %), de la Bosnie-Herzégovine (chambre basse : 16,7 %), de la Slovénie (chambre haute : 17,5 %) et de la République tchèque (chambre haute : 18,5 %). À l'autre extrémité, dans trois pays, la proportion d'élues au parlement était égale ou supérieure à 40 %, à savoir la Suède (46,1 %), le Danemark (43,6 %) et la Slovénie (chambre basse : 40 %). C'était

la première fois que ces chambres au Danemark et en Slovénie atteignaient ou dépassaient le seuil de 40 %.

En **Slovénie**, la représentation des femmes à l'Assemblée nationale (la chambre basse) a connu un net rebond après une forte diminution en 2018, lorsque les partis politiques ont pris position contre les dispositions relatives aux quotas. Les résultats des élections législatives de 2022 ont marqué l'histoire, avec 40 % de femmes élues au parlement, soit la proportion la plus élevée de la région. Urška Klakočar Zupančič a été la première femme élue à la présidence de la chambre. De plus, pour la première fois de l'histoire, les élections présidentielles de 2022 ont porté une femme à la tête de l'État, Nataša Pirc Musar, qui a remporté une victoire surprenante à un poste essentiellement honorifique. Les résultats des élections à l'Assemblée nationale montrent que les quotas de candidates imposés par la loi produisent des effets durables, mais inégaux. La représentation des femmes était de 12,2 % au moment de la mise en place des quotas par la Slovénie en 2004. Les partis nouvellement créés ont eu pour effet d'accroître sensiblement la représentation des femmes en 2011 et 2014 (35,6 %). Il semble que les élections de 2022 aient permis de remédier à certains problèmes de mise en œuvre qui avaient contribué à la forte baisse observée en 2018 (-11,2 points), notamment la surveillance assurée par l'organisme chargé de la gestion des élections afin de veiller au respect de la loi. Rien ne garantit à l'avenir que le quota de candidates relativement faible (35 %) mis en place pour le système de représentation proportionnelle à listes non bloquées permette d'obtenir des résultats ambitieux dans la durée. Malgré le renforcement de la mise



en œuvre en 2022, certaines études montrent que le quota fait toujours l'objet de certaines formes de résistance, tant sur le plan politique qu'institutionnel et culturel. Les partis tardent toujours à adopter des mesures visant à favoriser l'égalité et manquent de transparence, et le système électoral est un système compliqué<sup>11</sup>.

**Malte** a longtemps figuré parmi les États européens les moins bien classés en matière de représentation des femmes jusqu'à la mise en place de quotas par sexe en 2022 après des années de débats. Le quota utilise un système de liste complémentaire. Ce système prévoit la possibilité pour la commission électorale d'attribuer 12 sièges supplémentaires dans l'hypothèse où la proportion de sièges détenus par l'un ou l'autre sexe serait inférieure à 40 % lors des élections directes. Les votes sont comptabilisés pour les candidates qui n'ont pas été élues par vote direct ; un classement est alors établi et les sièges supplémentaires sont attribués à celles qui ont obtenu le plus grand nombre de voix, même si elles n'ont pas remporté les élections à proprement parler. Cette formule permet à chaque parti d'obtenir jusqu'à six sièges supplémentaires. Grâce à ce nouveau système, les femmes ont enregistré un record historique en 2022 et elles occupent maintenant 27,8 % des sièges. Cela étant, les nouvelles dispositions législatives n'ont pas réellement permis des avancées nettes. En effet, seules quatre femmes ont été élues par vote direct en 2022 (contre neuf en 2018), bien que ces gagnantes incontestées aient obtenu un plus grand nombre de voix que les femmes élues lors des précédentes législatures. Les sièges restants détenus par les femmes ont été attribués dans le cadre du système de quotas et d'autres sièges ont été pourvus lors d'élections partielles<sup>12</sup>.

11 [link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-031-08931-2\\_17](https://link.springer.com/chapter/10.1007/978-3-031-08931-2_17).

12 [karlsnotes.com/how-does-a-casual-election-work/](https://karlsnotes.com/how-does-a-casual-election-work/).

En **Italie**, les résultats des élections à la Chambre des députés (la chambre basse : 32,2 %) et au Sénat (la chambre haute : 34,5 %) sont en léger retrait par rapport aux niveaux historiquement élevés des précédentes élections organisées en 2018 (35,7 % et 35,3 % respectivement). C'est à l'occasion de ces élections que les dispositions relatives aux quotas ont été révisées pour la première fois. Giorgia Meloni est devenue la première femme à occuper le poste de Première Ministre.

### Afrique subsaharienne : progression dans des élections décisives

En 2022, l'Afrique subsaharienne a dû affronter d'innombrables difficultés menaçant la démocratie. De nombreuses élections étaient prévues dans la région pour relancer les processus démocratiques et donner un nouveau souffle aux régimes constitutionnels. Certaines ont bien eu lieu, notamment celles qui ont permis d'achever le cycle électoral de 2021 en Somalie. Des assemblées législatives transitoires ont été nommées au Burkina Faso et en Guinée. Les élections prévues pour 2022 ont été reportées de deux ans au Mali et au Tchad. Le coup d'État d'octobre au Burkina Faso, le deuxième en 2022, était le septième qui avait eu lieu sur le continent en 26 mois.

Quatorze élections législatives ont été organisées dans 11 pays d'Afrique subsaharienne en 2022, avec 24,2 % de sièges remportés par des femmes (+2,9 points par rapport aux élections précédentes). Dans l'ensemble, la représentation des femmes en Afrique subsaharienne a augmenté de 0,6 point au cours de l'année et la moyenne régionale était de 26,5 %, toutes chambres confondues. L'Afrique de l'Est affichait le pourcentage le plus élevé (32 %), avec cependant un léger recul (0,1 point). L'Afrique de l'Ouest enregistrait une hausse de 2 points, mais accusait un retard sensible par rapport à d'autres sous-régions (17,8 % dans l'ensemble).



Un nombre record de femmes ont été élues lors des élections au Kenya. © Patrick Meinhardt/AFP



Dans trois pays, le pourcentage d'élues a atteint ou dépassé 30 %, notamment au parlement monocaméral du Sénégal (44,2 %) et de l'Angola (33,6 %), à la Chambre des députés (chambre basse) de la Guinée équatoriale (31 %) et au Sénat du Kenya (30,9 %). D'une manière générale, les élections organisées sur le sous-continent n'avaient pas apporté de véritables changements pour les femmes. Sur les 14 élections législatives tenues dans 11 pays, le Conseil national de la transition nommé en Guinée (+14,7 points), la chambre haute de la Guinée équatoriale (+6,8 %), le parlement monocaméral de l'Angola (+6,8 points) et la chambre basse du Lesotho (+4,3 points) étaient les seules institutions où le pourcentage d'élues avait augmenté de plus de 4 points. Lors du renouvellement du parlement dans quatre pays, entre 10 % et 20 % des sièges ont été remportés par des femmes. Il s'agit de la chambre basse de Somalie (19,7 %), du parlement transitoire du Burkina Faso (16,9 %), de la chambre basse du Congo (14,6 %) et du parlement monocaméral de Sao Tomé-et-Principe (14,5 %). En outre, dans un pays, la Gambie, le pourcentage de sièges remportés par des femmes a été inférieur à 10 % (8,6 %).

Les enjeux de trois élections organisées en Angola, au Kenya et au Sénégal en 2022 étaient de taille. Ces élections étaient considérées comme un baromètre de la démocratie sur le sous-continent. Pour la troisième fois au **Kenya**, des élections se sont déroulées dans le calme et ont permis la transmission du pouvoir par un président en exercice à son successeur après avoir atteint la limite de son mandat. Ces élections ont conduit à un changement d'alliances politiques et à l'émergence de nouvelles coalitions fondées non plus sur une politique ethnique, mais sur des questions d'ordre général. Les principaux partis politiques se sont engagés à faire preuve de tolérance zéro à l'égard des discours de haine et de la désinformation dans leurs rangs. Cette attitude a contribué à la pacification du climat électoral, évitant ainsi les extrêmes violences qui avaient émaillé les élections au Kenya pendant des années.

Le nombre de femmes élues au Kenya en 2022 n'a jamais été aussi élevé. Trente sièges sur 290 (+7 points par rapport à 2017) ont été remportés par des femmes et cinq autres parlementaires ont été désignées pour représenter des groupes d'intérêts sociaux. À cela s'ajoutaient 47 sièges de représentants de comtés réservés aux femmes conformément à la Constitution. Trois sénatrices (les mêmes qu'en 2017) et sept femmes gouverneurs (contre trois en 2017) ont été élues. Malgré un net recul dans l'ensemble, la violence à l'égard des femmes en politique restait un sujet de profonde préoccupation dans les élections de 2022. Des cas de violence physique et sexuelle, de manœuvres d'intimidation de harcèlement et d'abus en ligne avaient été signalés<sup>13</sup>. Seules 1962 femmes (12 % des candidats) se sont présentées aux élections. Ni l'Assemblée nationale ni le Sénat n'ont atteint le seuil minimal exigé par la Constitution aux termes de laquelle un tiers de sièges doit être occupé par le sexe le moins représenté.

13 [reuters.com/world/africa/women-candidates-kenyan-elections-endure-abuse-attacks-2022-08-01/](https://www.reuters.com/world/africa/women-candidates-kenyan-elections-endure-abuse-attacks-2022-08-01/); [eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/EU%20EOM%20Kenya%202022%20Preliminary%20Statement%2011%20August%202022.pdf](https://eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/EU%20EOM%20Kenya%202022%20Preliminary%20Statement%2011%20August%202022.pdf); [dw.com/en/kenyan-election-female-candidates-face-violence-abuse/a-62697361](https://dw.com/en/kenyan-election-female-candidates-face-violence-abuse/a-62697361).

Pour la première fois depuis l'indépendance, le camp du parti au pouvoir au **Sénégal** a perdu la majorité absolue au parlement et devra compter sur d'autres forces pour légiférer. C'est également la première fois qu'un président sénégalais gouvernera sans que son parti détienne la majorité. Depuis l'introduction d'une loi sur la parité en 2010, le Sénégal a été l'un des premiers pays au monde pour le nombre de femmes au parlement. En 2022, le pays est entré dans l'histoire avec la plus forte proportion de femmes parlementaires jamais atteinte dans un parlement d'Afrique de l'Ouest. Le pays occupe la troisième place en Afrique et la quatorzième dans le monde pour la représentation des femmes au parlement.

Ces dernières années, on doit la forte représentation des femmes au parlement à plusieurs avancées législatives, notamment une loi autorisant les Sénégalaises mariées à un étranger à transmettre leur nationalité à leurs enfants (2013) et un texte de loi érigeant le viol en infraction pénale (2020). Cependant, d'autres défis devenant inéluctables attendent le législateur (égalité des droits parentaux, violences à l'égard des femmes, éducation des filles, accès à la santé, etc.<sup>14</sup>).

En **Angola**, le parti au pouvoir, le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA), a renforcé sa mainmise de longue date sur le pouvoir, mais avec une majorité très réduite en raison des avancées importantes enregistrées par le parti d'opposition, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA). Esperança da Costa est devenue la première femme Vice-présidente après s'être présentée aux élections en tant que tête de liste adjointe du MPLA. Carolina Cerqueira a été la toute première femme élue à la tête de l'Assemblée nationale de l'Angola. Pour la première fois également, une femme s'est portée candidate à la présidence du pays lors de l'élection générale. La féminisation progressive du MPLA au cours des deux dernières décennies a entraîné une forte progression de la proportion des élues au parlement, à la suite de l'introduction d'un quota législatif par le parti au pouvoir en 2010. En 2015, le MPLA a mis en place un quota volontaire de partis. Il est de 40 % pour les femmes au sein des instances des partis et pour les femmes occupant des postes à responsabilités.

Dans quatre pays, le nombre de femmes au parlement a accusé une nouvelle baisse. Il s'agit notamment de la chambre haute du Lesotho (-0,8 point), de la chambre monocamérale de la Gambie (-1,7 point), du parlement transitoire du Burkina Faso (-2,8 points) et de la chambre basse de la Somalie (-4,7 points). En **Gambie**, malgré les initiatives ambitieuses lancées en vue de l'adoption d'un quota pour le système unique de vote – pas de bulletins en papier ou de bulletins électroniques, mais des billes glissées dans des bidons –, les femmes représentent à peine 8,6 % des parlementaires.

En **Somalie**, les élections à la Chambre du peuple (la chambre basse) ont finalement pris fin le 13 avril 2022, à l'issue de quatre mois de scrutin. Les 275 membres de la chambre sont choisis par des délégués nommés par les chefs de clans et des membres de la société civile qui sont

14 [fr.africanews.com/2022/09/11/senegal-hassemblee-nationale-composee-a-44-de-femmes/](https://fr.africanews.com/2022/09/11/senegal-hassemblee-nationale-composee-a-44-de-femmes/).

sélectionnés par des agents de l'État dans les régions. Les parlementaires élisent ensuite un président à la tête du pays. Près de 20 % des sièges ont été remportés par des femmes (19,7 %), soit un recul de 4,7 points par rapport à la chambre précédente et, pour le troisième cycle électoral consécutif, le quota de 30 % de sièges réservés aux femmes, défini dans les principes de Garowe I et II n'a pas été atteint. Aucun mécanisme d'application des dispositions relatives aux quotas n'est prévu dans la Constitution<sup>15</sup>. La mise en œuvre de ces dispositions relève au premier chef des négociations avec des personnalités politiques essentiellement masculines et des chefs de clans.

Le Burkina Faso et la Guinée ont tous deux nommé des assemblées législatives transitoires en 2022 après des coups d'État militaires. Dans les deux cas, la représentation des femmes a augmenté par rapport au résultat des dernières élections, bien qu'elle soit restée globalement inférieure aux objectifs fixés.

Au **Burkina Faso**, 71 membres ont été nommés à l'Assemblée législative transitoire après le coup d'État de septembre 2022. Vingt membres ont été nommés par le chef de l'État, 16 par les forces de défense et de sécurité, 13 par les représentants des régions du pays (1 par région), 10 par les organisations de la société civile et 12 par les partis politiques<sup>16</sup>. Ces membres ont remplacé leurs prédécesseurs, qui avaient été nommés selon une méthode similaire en mars, à la suite d'un précédent coup d'État. La représentation des femmes dans la deuxième Assemblée législative transitoire de 2022 a accusé une baisse de 2,8 points et les femmes occupent maintenant 16,9 % des sièges. La proportion de femmes dans les deux assemblées transitoires était cependant nettement supérieure à ce qu'elle était à l'issue des précédentes élections organisées en 2020, où seulement 6,3 % de femmes avaient été élues malgré l'existence d'un quota de 30 %. Cela étant, ce quota de portée historique n'avait pas été transposé dans l'organe transitoire, même sur un plan symbolique.

Un Conseil national de la transition a été créé en Guinée en février 2022, cinq mois après la prise de pouvoir par les militaires qui ont pour un court laps de temps dissous l'Assemblée nationale. Les membres du Conseil ont été choisis par le président par intérim et chef de la junte, Mamady Doumbouya, parmi ceux qui étaient inscrits sur les listes soumises par les partis politiques et les associations. Au total, 24 femmes ont été nommées (29,6 %). Il s'agit de la plus forte proportion de femmes élues au sein d'un organe législatif en Guinée et de la hausse la plus forte de la représentation des femmes jamais enregistrée dans la région en 2022 (+14,7 points). La loi sur la parité adoptée en 2019 n'a jamais été pleinement appliquée.

## **Pacifique : résultats historiques en Australie, progression minime dans les pays insulaires du Pacifique où les inégalités sont criantes**

Depuis les élections partielles organisées en novembre 2022 aux Tonga, chaque parlement des îles du Pacifique compte – pour la première fois – au moins une élue<sup>17</sup>. Après avoir été pendant de très longues années tout en bas du classement pour le nombre de femmes siégeant dans des parlements exclusivement masculins, la Papouasie–Nouvelle-Guinée et le Vanuatu ont élu une ou plusieurs femmes en 2022 : Rufina Peter et Kessy Sawang ont été élues en Papouasie–Nouvelle-Guinée et Gloria Julia King a remporté un siège aux élections anticipées tenues au Vanuatu en octobre. Dans le même temps, une première dans l'histoire, le Sénat australien et la Chambre des représentants néo-zélandaise sont devenus des chambres parlementaires à majorité féminine en 2022<sup>18</sup>. Rhoda Sikilabu est la première femme élue au poste de Premier Ministre des Îles Salomon, l'un des rares cas dans la région Pacifique.

De toutes les régions, c'est dans la région Pacifique que le taux de croissance de la représentation des femmes était le plus élevé (+1,7 point), avec en moyenne 22,6 % d'élues. Six chambres ont été renouvelées dans cinq pays du Pacifique en 2022. Cette année est à marquer d'une pierre blanche pour la représentation des femmes en Australie qui, avec la Nouvelle-Zélande, est devenue la sous-région, conformément aux groupements régionaux de l'Union interparlementaire (UIP), qui compte en moyenne le plus grand nombre de femmes parlementaires (dans les deux chambres) à l'échelle mondiale (46,4 %). Hormis ces deux pays, les femmes représentaient cependant en moyenne à peine 6,5 % des parlementaires dans la sous-région des îles du Pacifique. Compte tenu du recul enregistré aux Fidji, les pays insulaires du Pacifique ont accusé une baisse de la représentation des femmes lors des élections législatives de 2022 (-1,3 point).

En **Australie**, les élections organisées en 2022 ont marqué un tournant décisif à maints égards. Les femmes sont maintenant majoritaires au Sénat (la chambre haute), avec 56,6 % des sièges (+7,9 points). La Chambre des représentants (la chambre basse) a aussi atteint un niveau record, avec 38,4 % de sièges remportés par les femmes (+7,9 points). Il n'existe pas de quotas législatifs, mais plusieurs grands partis ont mis en place des quotas volontaires. L'élection de 2022 a permis d'enrayer la baisse observée depuis 20 ans de la position de l'Australie dans le classement des femmes dans les parlements établi par l'UIP.

Le nombre de femmes se présentant aux élections n'a jamais été aussi élevé. Les femmes représentaient 40 % de tous les candidats, contre 32 % en 2016 et moins de 28 % en 2013<sup>19</sup>. L'évolution du paysage politique a joué un rôle qui avait permis aux candidates de l'opposition

15 [eisa.org/pdf/som2022brief.pdf](https://eisa.org/pdf/som2022brief.pdf).

16 [fr.africanews.com/2022/11/11/burkina-faso-la-nouvelle-assemblee-de-transition-entre-en-fonction/](https://fr.africanews.com/2022/11/11/burkina-faso-la-nouvelle-assemblee-de-transition-entre-en-fonction/).

17 [eastasiaforum.org/2023/01/03/concerns-for-pacific-democracy-but-no-crisis-yet/](https://eastasiaforum.org/2023/01/03/concerns-for-pacific-democracy-but-no-crisis-yet/).

18 [washingtonpost.com/world/2022/10/26/new-zealand-women-parliament-gender/](https://washingtonpost.com/world/2022/10/26/new-zealand-women-parliament-gender/).

19 [theconversation.com/our-new-parliament-will-have-record-numbers-of-women-will-this-finally-make-it-a-safe-place-to-work-181598](https://theconversation.com/our-new-parliament-will-have-record-numbers-of-women-will-this-finally-make-it-a-safe-place-to-work-181598).



En 2022, la Papouasie–Nouvelle-Guinée a élu deux femmes parlementaires, mettant fin à cinq ans d'absence de femmes au parlement.  
© Andrew Kutan/AFP

de l'emporter sur leurs adversaires libéraux sortants (voir la section particulièrement consacrée à cette question). L'augmentation de la représentation des femmes s'explique en outre par les alternatives politiques offertes par les femmes se présentant comme candidates indépendantes ou du parti des Verts. Il est à noter que la proportion de candidates indépendantes est montée en flèche, passant de 22,7 % en 2019 à 65,2 % en 2022<sup>20</sup>.

En dehors de l'Australie, le devenir des femmes aux élections législatives dans le Pacifique était peu réjouissant. Des élections ont été organisées en 2022 en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Fidji, les deux plus grands pays insulaires du Pacifique. L'élection générale organisée en **Papouasie-Nouvelle-Guinée** a été marquée par des violences extrêmes, du jamais vu depuis l'indépendance il y a 47 ans : 20 personnes ont été massacrées et 120 autres personnes ont été blessées lors d'un incident provoqué par un conflit d'ordre électoral.

Avant l'élection, la commission parlementaire spéciale sur les violences sexistes a soumis son rapport final recommandant au gouvernement suivant de prendre des mesures immédiates en faveur de l'instauration de quotas et de l'autonomisation politique des femmes. Elle a notamment affirmé son soutien à la proposition formulée en 2011 visant à réserver 22 sièges pour les femmes et à un quota de candidates présentées par les partis conformément à la loi organique modifiée sur l'intégrité des partis politiques et des candidats<sup>21</sup>.

Aucun quota, volontaire ou législatif, n'a été appliqué lors de l'élection en juillet. Deux femmes ont remporté un

siège, rompant avec cinq ans de parlement exclusivement masculin. Dix autres candidates figuraient dans les cinq premières places de leur liste. Le soutien apporté aux femmes par les partis politiques a nettement progressé en 2022 : les candidates soutenues par un parti ont été deux fois plus nombreuses en 2022 par rapport à 2017 (40,3 % des 159 candidates en 2022 contre 22,8 % des 167 candidates en 2017). Globalement, le nombre de candidates est en recul, ce qui va à contre-courant de la tendance générale à la croissance soutenue observée depuis 2007<sup>22</sup>.

Aux **Fidji**, le vent d'optimisme provoqué par les scores historiques obtenus aux élections par les femmes au parlement est rapidement retombé en 2022, avec un recul de près de la moitié du nombre d'élues. Les femmes ont remporté seulement six sièges (10,9 %), contre 10 aux précédentes élections.

### Asie : situation fortement contrastée

Dans l'ensemble de la région Asie, les femmes représentaient 21 % des parlementaires (+0,3 point). Cette progression limitée était due à la croissance enregistrée en Asie du Sud-Est (+1,2 point) et en Asie centrale (+0,2 point). C'est en Asie du Sud que les niveaux de représentation des femmes étaient les plus faibles (16,9 %) et ces niveaux ont accusé une nouvelle baisse en 2022 (-0,9 point).

Sept chambres parlementaires ont été renouvelées dans cinq pays en 2022. En moyenne, 25,7 % de sièges ont été remportés par des femmes, soit un peu de moins de 1 point par rapport aux précédentes élections pour ces chambres. Le Népal est le seul pays d'Asie à avoir eu recours lors des élections législatives de 2022 à un quota législatif et à avoir

<sup>20</sup> [tallyroom.com.au/45597](https://tallyroom.com.au/45597).

<sup>21</sup> [devpolicy.org/women-in-the-2022-png-elections-20220822/](https://devpolicy.org/women-in-the-2022-png-elections-20220822/).

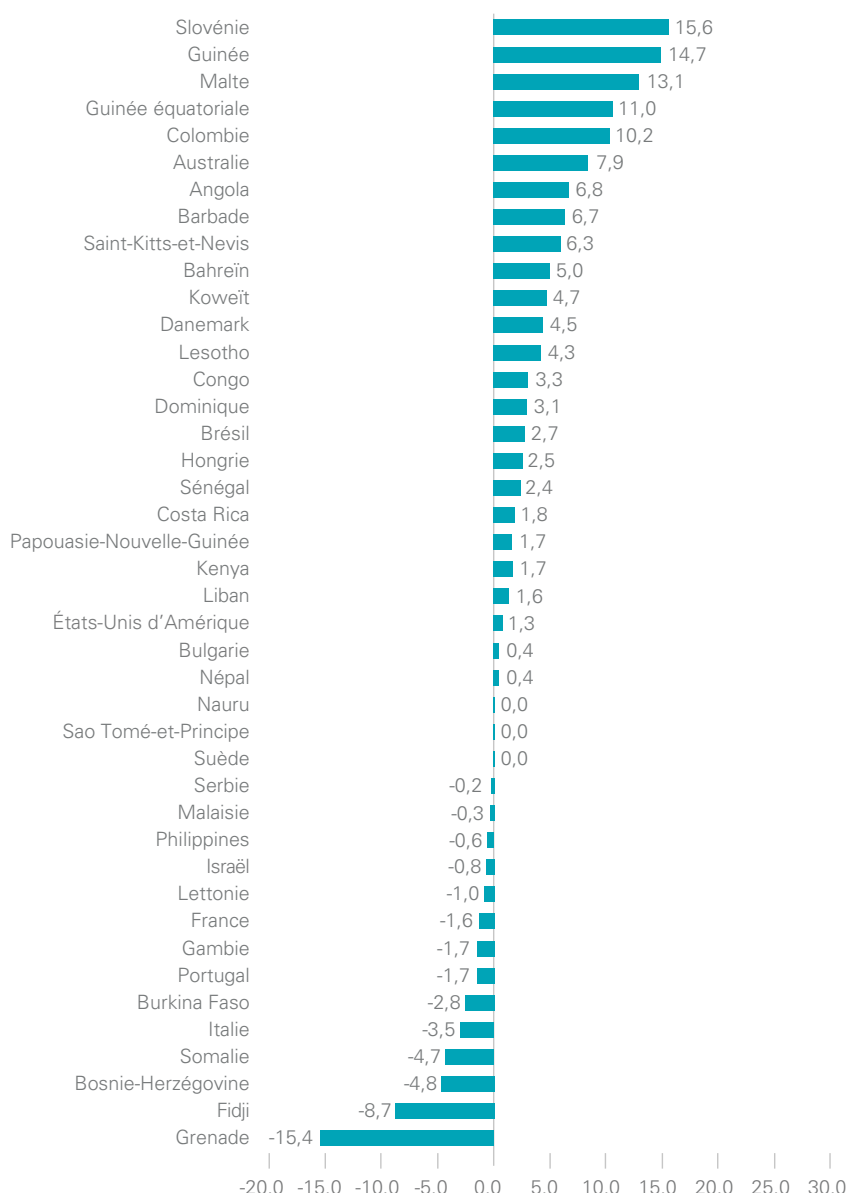
<sup>22</sup> [devpolicy.org/women-candidate-numbers-up-in-png-20170615/](https://devpolicy.org/women-candidate-numbers-up-in-png-20170615/).



Figure 2

### Renouvellements parlementaires en 2022

Avancées et reculs (en %) des femmes dans les chambres basses et uniques renouvelées en 2022



obtenu le meilleur résultat de la région en 2022. Des quotas volontaires ont été mis en place par les partis lors des élections en Malaisie et aux Philippines.

Les résultats varient fortement dans la région. Au Népal, 33,1 % et 37,3 % de sièges ont été remportés par des femmes à la chambre haute et la chambre basse respectivement. Les femmes ont remporté seulement 13 % des sièges à la chambre basse de la Malaisie et à la chambre haute de l'Inde. Aucun gain ni aucun recul important n'a été enregistré en 2022 : tous les résultats se situent dans une marge de moins de 3 points par rapport aux résultats précédents.

Au **Népal**, les citoyens ont été appelés aux urnes en novembre 2022 pour la deuxième fois depuis la promulgation d'une nouvelle constitution en 2015. Après avoir mis en place un quota de 33 % de sièges réservés en 2007, le

Népal a élu une proportion constante de femmes aux deux chambres. Il existe un profond déséquilibre entre les sièges remportés par les femmes selon qu'on utilise le scrutin proportionnel de liste ou le scrutin majoritaire à un tour. Seulement neuf sièges sur 165 (5 %) ont été remportés par des femmes lors des scrutins majoritaires à un tour et 82 sièges sur 110 (75 %) ont été remportés par des femmes lors des scrutins proportionnels de liste à la chambre basse<sup>23</sup>. Les femmes représentaient à peine 9 % des candidates briguant l'investiture lors d'un scrutin majoritaire à un tour à la chambre basse. Cet écart entre les sexes peut être mis sur le compte de l'influence exercée en permanence par les garants de l'ordre politique et par la politique considérée comme une chasse gardée des « hommes forts », ainsi que par l'inégalité d'accès aux fonds de campagne<sup>24</sup>.

En **Inde**, sur les 237 membres du Conseil des États (la chambre haute) élus par voie indirecte en 2022, à peine 33 étaient des femmes (13,9 %). Démocratie la plus peuplée du monde, qui compte près de 690 millions de femmes, l'Inde se classe toujours dans le quartile inférieur en matière de représentation des femmes à l'échelle mondiale. Jamais, la proportion de femmes élues à la chambre haute ou à la chambre basse n'a dépassé 15 %. Vingt-cinq ans après avoir été déposée pour la première fois, une proposition de loi visant à introduire des quotas à la Chambre du peuple (la chambre basse) et dans les assemblées législatives des États tarde toujours à être adoptée<sup>25</sup>. Les violences à l'égard des femmes en politique sont monnaie courante en Inde<sup>26</sup>, notamment les manœuvres d'intimidation et le harcèlement en ligne<sup>27</sup>. Un rapport indique

que l'Inde arrive en tête pour les actes de violence commis ces dernières années à l'égard des manifestantes par des bandes d'émeutiers liées à des partis politiques rivaux<sup>28</sup>.

Les élections présidentielles aux **Philippines** ont vu le triomphe du népotisme dynastique, et les courses aux législatives ont abouti à des résultats stables, les femmes représentant 27,3 % des parlementaires à la chambre basse

23 [en.setopati.com/political/159639\\_myrepublica.nagariknetwork.com/news/fptp-election-a-road-less-traveled-by-women/](https://en.setopati.com/political/159639_myrepublica.nagariknetwork.com/news/fptp-election-a-road-less-traveled-by-women/).

24 [myrepublica.nagariknetwork.com/news/fptp-election-a-road-less-traveled-by-women/](https://myrepublica.nagariknetwork.com/news/fptp-election-a-road-less-traveled-by-women/).

25 [www.aljazeera.com/news/2021/9/8/25-years-india-women-reservation-bill-elected-bodies-gender](https://www.aljazeera.com/news/2021/9/8/25-years-india-women-reservation-bill-elected-bodies-gender).

26 [iknowpolitics.org/sites/default/files/vawip-report.pdf](https://iknowpolitics.org/sites/default/files/vawip-report.pdf).

27 [time.com/5770213/india-women-politicians-twitter/](https://time.com/5770213/india-women-politicians-twitter/).

28 [msmagazine.com/2022/01/16/women-violence-politics-mexico-india-china/](https://msmagazine.com/2022/01/16/women-violence-politics-mexico-india-china/).



Cela fait plus d'une décennie que les Philippines font figure de leader dans la représentation des femmes en Asie du Sud-Est. Les femmes représentaient près de 30 % des parlementaires en 2022. © Chaideer Mahyuddin/AFP

et 29,2 % à la chambre haute. Cela fait plus d'une décennie que les Philippines font figure de leader en matière de représentation des femmes en Asie du Sud-Est. Malgré les bons résultats obtenus, la représentation des femmes s'est stabilisée autour de 30 % ces 10 dernières années. Les obstacles à la parité sont l'accès au financement des campagnes électorales et les stéréotypes sexistes dangereux<sup>29</sup>.

En **Malaisie**, 13,6 % des sièges ont été remportés par des femmes à la chambre basse en 2022 lors des élections anticipées dont est sorti pour la première fois un parlement minoritaire. Ce résultat était le moins bon observé dans la région.

Au **Japon**, les femmes ont enregistré un record historique. Elles occupent maintenant 25,8 % des sièges (+2,9 points) à la Chambre des conseillers (la chambre haute), où plus de la moitié des 245 sièges étaient à pourvoir parmi un bassin de candidats incluant un nombre sans précédent de 181 femmes (33,2 %). Les femmes ont remporté 35 sièges : 21 dans des circonscriptions électorales et 14 femmes ont été élues au scrutin proportionnel de liste. Les résultats des élections à la chambre haute, où seulement 9,9 % des sièges ont été remportés par des femmes, soit à peine 1,5 % de point de plus qu'en 1946, l'année où les autorités américaines d'occupation avaient accordé le droit de vote aux Japonaises. Cette différence semble indiquer que la révision de la loi sur la promotion de l'égalité des sexes en politique avant les élections de 2021 à la chambre basse

n'a pas eu l'influence voulue. Certes, la loi révisée interdit explicitement la discrimination fondée sur le genre et le harcèlement sexuel à l'égard des femmes politiques et des candidates, mais aucune proposition visant à imposer par voie législative des quotas par sexe n'avait été formulée dans la loi<sup>30</sup>. Au lieu de cela, l'augmentation du nombre de sièges remportés par les femmes reflétait la volonté manifeste des partis politiques de sélectionner autant de candidats que de candidates<sup>31</sup> et la solidarité de plus en plus grande entre les groupes de femmes et les responsables politiques<sup>32</sup>.

Ailleurs en Asie, la situation des droits des femmes s'est gravement détériorée en 2022, plus particulièrement sur le plan de la participation des femmes à la vie politique. En Afghanistan, l'engrenage infernal dans lequel ont été prises les femmes a déployé ses effets tout au long de l'année après la prise du pouvoir des Talibans (recrudescence des violences faites aux femmes, absence de femmes au sein du gouvernement et suppression du Ministère de la condition féminine)<sup>33</sup>. En République islamique d'Iran, de violentes manifestations ont eu lieu dans tout le pays à la suite du décès de Mahsa Amini sous les coups de la police des mœurs après son arrestation pour « tenue indécente ».

29 [statements.unmeetings.org/statements/31.0070/20210324/cPWdclY15FTs/5nwa1PhFe0WE\\_en.pdf](https://statements.unmeetings.org/statements/31.0070/20210324/cPWdclY15FTs/5nwa1PhFe0WE_en.pdf).

30 [thediplomat.com/2021/06/can-japan-fix-the-gender-gap-in-its-politics/](https://thediplomat.com/2021/06/can-japan-fix-the-gender-gap-in-its-politics/).

31 [www2.igs.ocha.ac.jp/wp-content/uploads/2018/07/7-Miura.pdf](https://www2.igs.ocha.ac.jp/wp-content/uploads/2018/07/7-Miura.pdf).

32 [csmonitor.com/World/Asia-Pacific/2022/0823/How-women-are-banding-together-to-change-Japanese-politics](https://csmonitor.com/World/Asia-Pacific/2022/0823/How-women-are-banding-together-to-change-Japanese-politics).

33 [www.unwomen.org/fr/nouvelles/gros-plan/2022/09/gros-plan-les-femmes-en-afghanistan-un-an-apres-la-prise-de-contrôle-par-les-taliban](https://www.unwomen.org/fr/nouvelles/gros-plan/2022/09/gros-plan-les-femmes-en-afghanistan-un-an-apres-la-prise-de-contrôle-par-les-taliban).

## Moyen-Orient et Afrique du Nord : des perspectives peu encourageantes

Dans la région MENA, sept chambres ont été renouvelées dans six pays en 2022. En moyenne, 16,3 % des sièges ont été remportés par des femmes, soit le pourcentage le plus faible enregistré dans le monde cette année-là. Dans aucun pays de la région MENA, la proportion des femmes au parlement n'a atteint la moyenne mondiale de 2021 (26,1 %). Seuls Bahreïn et Israël affichaient une proportion de 20 % ou supérieure à 20 %. Trois pays se situaient bien en dessous de 10 % : l'Algérie (chambre haute 4,3 %), le Koweït (6,3 %) et le Liban (6,3 %). Aucun pays de la région n'avait eu recours lors du renouvellement du parlement en 2022 à des quotas législatifs. Globalement, à la fin de l'année, le taux de représentation des femmes au parlement dans la région MENA était inférieur de 0,6 point à celui de la fin de l'année 2021 (16,3 %). La région MENA est l'une des deux seules régions du monde à accusé une baisse en glissement annuel.

qui restreignent les droits des femmes non mariées. Vingt-huit femmes ont été élues au Parlement monocaméral d'Israël. Ce nombre est en recul par rapport au chiffre record de 35 dans la chambre sortante. Les femmes élues par les partis d'opposition étaient deux fois plus nombreuses que celles qui avaient été élues par la coalition au pouvoir, ce qui réduisait globalement la possibilité pour les femmes de faire entendre leur voix au sein des instances dirigeantes. Deux partis ayant à leur tête des femmes politiques influentes n'ont pas réussi à atteindre le seuil minimal de voix<sup>34</sup>. Le précédent nombre record de femmes au parlement a été atteint grâce à la « loi norvégienne » qui permet à un certain nombre de ministres élus au parlement de démissionner de leur siège et de laisser leur place à la première personne de leur liste<sup>35</sup>. La représentation des femmes a toutes les chances d'être plus forte en 2023, pour autant que la règle soit appliquée.

**Bahreïn** a élu un nombre record de huit femmes au Conseil des représentants (la chambre basse). Pour beaucoup d'entre



Lors des élections législatives au Bahreïn, 20 % des sièges ont été remportés par des femmes à la chambre basse, contre 15 % aux élections précédentes. © Ayman Yaqoob/Anadolu Agency via AFP

Le redressement économique de la région après la pandémie de COVID-19 s'est poursuivi en 2022 en raison d'une forte demande de pétrole causée par la guerre en Ukraine. En Libye, plusieurs dates avaient été proposées pour la tenue d'élections, mais ces propositions avaient tourné court et la transition politique était au point mort. Les Émirats arabes unis, le seul pays de la région MENA où le parlement compte un nombre égal d'hommes et de femmes, avaient poursuivi la refonte de leur système juridique qui avait permis de nombreuses avancées en matière de droits des femmes et d'égalité. Dans le même temps, de nombreux pays de la région ont adopté des lois répressives sur la tutelle, l'héritage, la citoyenneté et la désobéissance, et des règles

elles, cette élection était la première. Plus de 330 candidats, dont 73 femmes pour la première fois, ont brigué un siège à la chambre basse<sup>36</sup>, contre 41 en 2018<sup>37</sup>. Les élections de 2022 ont marqué le vingtième anniversaire du droit pour les femmes de se présenter aux élections nationales. En 2002, seulement huit femmes s'étaient présentées aux élections

34 [timesofisrael.com/a-netanyahu-led-government-would-see-sharp-drop-in-women-in-coalition/](https://timesofisrael.com/a-netanyahu-led-government-would-see-sharp-drop-in-women-in-coalition/).

35 [timesofisrael.com/liikud-plans-to-expand-norwegian-law-to-increase-number-of-politicians-in-office/](https://timesofisrael.com/liikud-plans-to-expand-norwegian-law-to-increase-number-of-politicians-in-office/); [timesofisrael.com/only-9-women-in-coalition-fewest-arabs-in-2-decades-a-preview-of-the-25th-knesset/](https://timesofisrael.com/only-9-women-in-coalition-fewest-arabs-in-2-decades-a-preview-of-the-25th-knesset/).

36 [france24.com/en/live-news/20221120-bahrain-elects-more-women-in-parliament-vote-without-opposition](https://france24.com/en/live-news/20221120-bahrain-elects-more-women-in-parliament-vote-without-opposition/).

37 [theguardian.com/world/2022/nov/12/bahrain-holds-election-without-opposition-candidates](https://theguardian.com/world/2022/nov/12/bahrain-holds-election-without-opposition-candidates).



et aucune n'avait été élue. Depuis 2018, la Présidente du Conseil des représentants sortant est une femme, ce qui est une première pour le parlement bicaméral du pays. En outre, 10 femmes ont été nommées en 2022 au Conseil de la Choura (la chambre haute) qui compte 40 membres. Depuis 2006, un quart des sièges de ce Conseil est invariablement occupé par des femmes.

En **Algérie**, le pourcentage de femmes membres du Conseil de la nation (la chambre haute), élu au suffrage indirect, était le plus faible observé dans la région en 2022 et presque le plus faible à l'échelle mondiale. Ce résultat reflète les niveaux historiques de la représentation des femmes dans cette chambre. Il conforte le recul spectaculaire enregistré aux élections à l'Assemblée populaire nationale (la chambre basse) en 2021, lorsque la représentation des femmes a accusé une baisse de près de 18 points à la suite de l'affaiblissement du quota, du changement de système électoral et d'une campagne largement dominée par le patriarcat. Ce quota mis en place pour la chambre basse après les soulèvements du « Printemps arabe » de 2011 avait propulsé l'Algérie à la première place des pays arabes et à la 26<sup>e</sup> place au niveau mondial en 2017 pour la représentativité des femmes en politique tant au niveau du pays qu'à l'échelon local<sup>38</sup>. Depuis, le pays a été rétrogradé à la 170<sup>e</sup> place.

Au **Koweït**, malgré un renouvellement en profondeur du parlement koweïti, où 54 % des candidats sortants avaient perdu leur siège, les femmes étaient toujours très peu représentées. Les femmes, qui constituent 51,2 % des électeurs, ont obtenu le droit de vote en 2005. Cela étant, aucune femme n'a été élue aux élections législatives de 2020, car la seule députée sortante, Safa al-Hashem, avait perdu son siège. Deux femmes ont été élues en 2022 et deux ont été nommées ministres, obtenant de fait un siège

au parlement<sup>39</sup>. Au moins 22 femmes, dont une célèbre présentatrice de télévision, figuraient parmi les 305 candidats indépendants en lice pour 50 sièges à pourvoir<sup>40</sup>.

Huit femmes ont été élues à l'Assemblée nationale monocamérale du **Liban**, du jamais vu dans l'histoire du pays qui se situe toujours en queue de peloton à l'échelle mondiale en termes de représentation des femmes (6,3 %). Après la révolution du 17 octobre 2019<sup>41</sup>, un grand nombre de nouvelles candidates indépendantes issues de la société civile se sont affrontées lors des élections, et notamment quatre des huit femmes nouvellement élues<sup>42</sup>.

## Quotas par sexe et systèmes électoraux

Une fois encore, les quotas législatifs par sexe ont joué un rôle déterminant en 2022. La proportion de femmes élues était nettement plus élevée dans les chambres ayant des quotas législatifs (ou des quotas législatifs et des quotas volontaires mis en place par les partis) (30,9 % contre 21,2 %).

Dans les parlements ayant des quotas, la représentation des femmes présentait une plus grande stabilité et affichait une plus forte croissance. Plus particulièrement, l'intervalle des résultats obtenus dans les chambres dotées de quotas se situait entre -4,8 % et 15,6 % (soit un intervalle de 20 points) contre -15,4 % et 11 % dans les chambres sans quotas (soit un intervalle de 26,4 points). Le taux moyen de croissance

38 [washingtoninstitute.org/policy-analysis/women-and-politics-algeria-one-step-forward-two-steps-back](https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/women-and-politics-algeria-one-step-forward-two-steps-back).

39 Ces femmes sont devenues membres de droit après avoir été nommées ministres.

40 [aljazeera.com/news/2022/9/29/what-you-need-to-know-about-kuwaits-parliament-explainer](https://www.aljazeera.com/news/2022/9/29/what-you-need-to-know-about-kuwaits-parliament-explainer).

41 [reuters.com/world/middle-east/lebanons-emboldened-opposition-goes-protest-parliament-2022-05-19/](https://www.reuters.com/world/middle-east/lebanons-emboldened-opposition-goes-protest-parliament-2022-05-19/).

42 [al-monitor.com/originals/2022/06/lebanon-elects-record-number-women-parliament](https://www.al-monitor.com/originals/2022/06/lebanon-elects-record-number-women-parliament); [civicus.org/index.php/media-resources/news/interviews/5815-lebanon-this-election-has-brought-to-the-forefront-new-voices-speaking-about-rights](https://www.civicus.org/index.php/media-resources/news/interviews/5815-lebanon-this-election-has-brought-to-the-forefront-new-voices-speaking-about-rights).

Figure 3

### Recours aux quotas : résultats mondiaux et régionaux des renouvellements en 2022

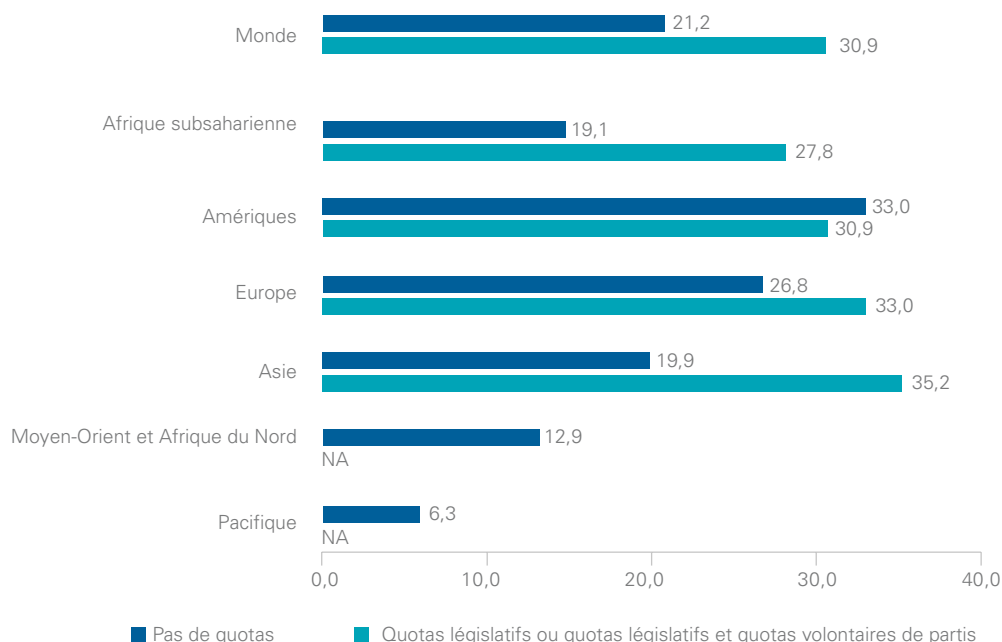
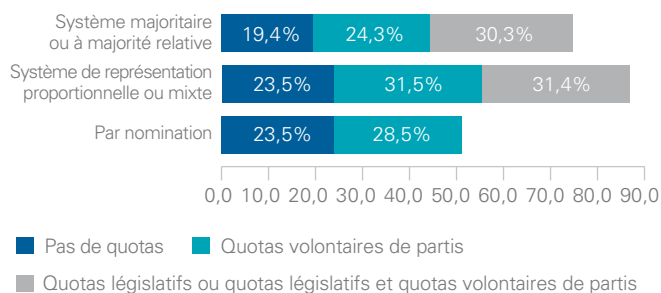


Figure 4

### Recours aux quotas, selon les systèmes électoraux lors des renouvellements parlementaires en 2022



de la représentation des femmes dans les chambres ayant des quotas était de +2,9 points, contre +1,7 point dans les chambres sans quotas.

Dans les pays ayant un système électoral de représentation proportionnelle ou mixte, la proportion des femmes au parlement était de 29 %. Elle était de 22,4 % dans les pays ayant un système majoritaire ou à majorité relative. Dans les chambres nommées, la proportion de femmes élues était légèrement plus faible (24,8 %).

Les systèmes électoraux ont toujours une incidence sur le recours aux quotas. En 2022, les pays ayant un système de représentation proportionnelle ou mixte avaient deux fois plus de probabilités de recourir à un quota législatif ou un quota volontaire de partis (ou les deux à la fois) que de ne pas recourir du tout à des quotas. En revanche, il y a trois fois plus de chances que les pays ayant un système majoritaire ou à majorité relative n'aient pas recours aux quotas législatifs.

Dans les chambres où les partis ont mis en place des quotas volontaires, 28,6 % des sièges ont été remportés par des femmes. Les résultats obtenus par tous les pays qui avaient recours seulement aux quotas volontaires de partis ont été relativement stables au fil des années, à l'exception de l'Australie où la représentation des femmes avait enregistré une progression de 7,9 % dans les deux chambres et de la Guinée équatoriale où la progression était de 6,8 % dans la chambre haute. Il est intéressant de noter que dans les pays qui ont renouvelé leur parlement en 2022, les quotas volontaires mis en place par les partis avaient une plus grande efficacité dans les chambres élues à la proportionnelle ou selon un système mixte (31,5 % de femmes) que dans les chambres élues selon un système majoritaire ou à majorité relative (24,3 %), ce qui est le cas de l'Australie et de la Suède.

Le mode de scrutin a certes une incidence sur le recours ou non aux quotas, mais il n'avait pas d'incidence sur l'existence ou non des quotas. En d'autres termes, les quotas obtenaient des résultats comparables dans les pays qui y avaient recours, quel que soit le mode de scrutin. Traditionnellement, les systèmes de représentation proportionnelle ou mixte favorisent généralement l'élection des femmes par rapport au système majoritaire ou à majorité relative. Or, en 2022, 31,4 % de femmes avaient été élues au scrutin proportionnel ou mixte avec quotas et la proportion de femmes élues au scrutin

majoritaire ou à majorité relative était presque identique (30,3 %). La décision de ne pas recourir à des quotas avait aussi un effet préjudiciable : à peine 20 % des femmes ont été élues aussi bien au scrutin proportionnel ou mixte qu'au scrutin majoritaire ou à majorité relative sans quotas.

L'année 2022 a été marquée par des avancées majeures dans l'adoption ou l'utilisation de quotas : un nouveau quota approuvé à Sao Tomé-et-Principe sera utilisé aux prochaines élections (40 % de sièges réservés) et la réforme des quotas au Costa Rica et en Slovaquie a permis d'améliorer progressivement le pourcentage des élues.

Outre la conception des quotas, d'autres facteurs connexes dans le paysage politique ont contribué à un tableau contrasté dans des pays comme Malte (où même si les femmes détiennent un plus grand nombre de sièges, la mise en place de quotas s'est traduite par un recul du nombre de femmes directement élues).

## Femmes et postes de direction au parlement

Globalement, 62 femmes étaient à la tête de chambres parlementaires en 2022, soit une de plus qu'en 2021. Dans six pays, la présidence des deux chambres était assurée par une femme : l'Argentine, les Bahamas, la Belgique, le Belize, les États-Unis d'Amérique et Trinité-et-Tobago<sup>43</sup>. À la fin de 2022, 23 parlements monocaméraux étaient dirigés par des femmes (20 %) et 39 chambres de parlements bicaméraux avaient une femme à leur tête (22,7 %). À l'échelle mondiale, le pourcentage de chambres hautes (25,6 %) dirigées par des femmes était en général légèrement plus élevé que le pourcentage des chambres basses et la probabilité de voir une femme à la tête d'une chambre haute était beaucoup plus grande que de voir une femme diriger un parlement monocaméral (20,4 %). Sur le continent américain, 31,5 % des chambres parlementaires étaient généralement dirigées par une femme à la fin de l'année 2022. En Europe, ce chiffre était de 30 %. L'accession à la présidence d'un parlement est dans la majorité des cas l'aboutissement d'une carrière : la plupart des femmes présidentes de parlement ont plus de 45 ans.

En 2022, 65 présidents de chambre parlementaire ont été nommés ou élus dans le monde<sup>44</sup>, dont seulement 11 femmes (16,9 %), ce qui est inférieur à la moyenne mondiale (22,7 %). Les Amériques et l'Afrique subsaharienne viennent en tête avec quatre femmes sur 14 présidents de parlement élus lors des élections législatives dans chaque région. La proportion des femmes élues à la tête d'un parlement en Europe en 2022 (13,3 %) était nettement inférieure à la moyenne régionale globale (30 %).

<sup>43</sup> Le Vice-président de l'exécutif est également Président du Sénat en Argentine et aux États-Unis d'Amérique.

<sup>44</sup> Cela comprend trois présidents à la chambre basse de la Bosnie-Herzégovine.



À la suite des élections législatives de 2022, Yaël Braun-Pivet a été la première femme élue Présidente de l'Assemblée nationale française.  
© Xose Bouzas/Hans Lucas via AFP

Aucun pays d'Asie ou de la région MENA n'a nommé ou élu une femme à la présidence du parlement en 2022. En Asie, quatre chambres (8,9 %) ont actuellement à leur tête une femme (Bangladesh, Indonésie, Ouzbékistan et Turkménistan), mais aucune femme n'a été nommée à la présidence d'un parlement dans la région depuis plus de cinq ans. À l'heure actuelle, aucune femme ne dirige un parlement dans la région MENA depuis que Favzia Zainal a été remplacée par un homme à la tête du Conseil des représentants de Bahreïn après les élections de 2022.

En 2022, un certain nombre de pays ont marqué l'histoire en élisant pour la première fois une femme à la tête d'un parlement : Carolina Cerqueira a été élue à la présidence de l'Assemblée nationale en Angola, Yaël Braun-Pivet à la présidence de l'Assemblée nationale en France, Brigitte Boccone à la présidence du Conseil national de Monaco, Danijela Djurovič à la présidence du Parlement monténégrin, Lanien Blanchette à la présidence de l'Assemblée nationale de Saint-Kitts-et-Nevis et Urška Klakočar Zupančič à la présidence de l'Assemblée nationale slovène.

Figure 5

#### Moyenne régionale (%) de femmes parlementaires et de femmes présidentes de parlement

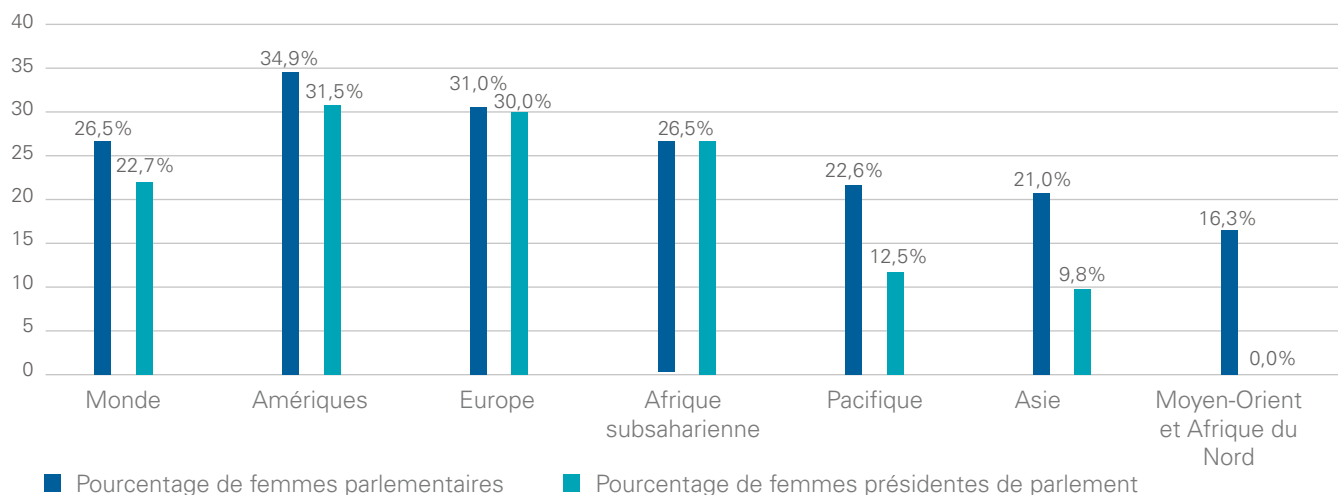




Figure 6

### Proportion de femmes présidentes de parlement (toutes chambres confondues) 1995–2023

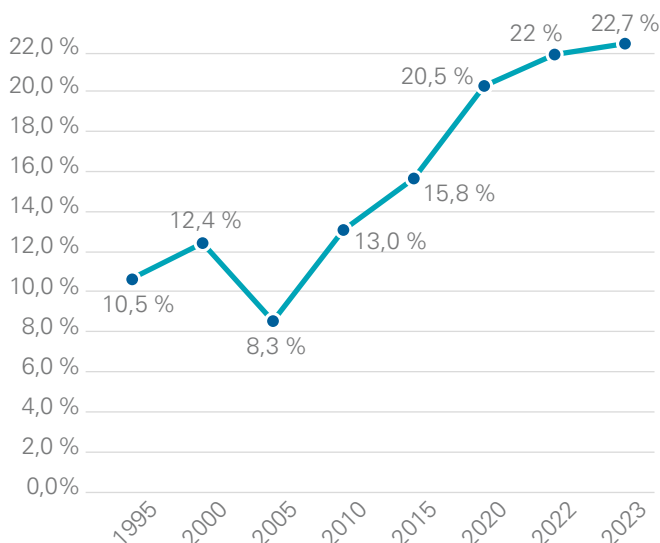


Figure 7

### Répartition par sexe des présidents de parlement, par région

La moyenne mondiale des femmes présidentes de parlement est de 22,7 %

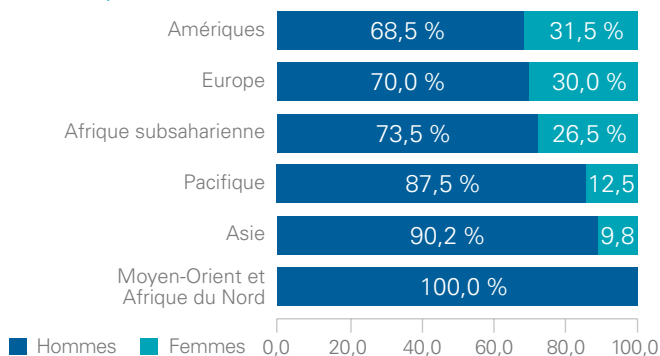
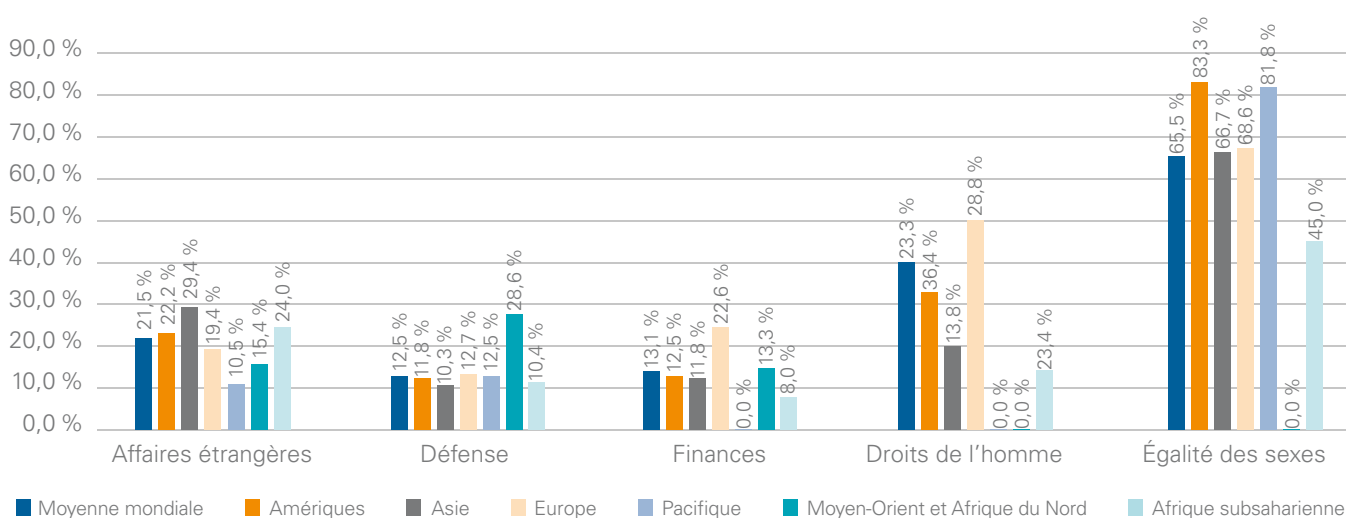


Figure 8

### Proportion mondiale et régionale de femmes présidentes de commissions spécialisées de l'UIP



Au 1<sup>er</sup> janvier 2023, 250 des 972 postes de président étaient occupés par des femmes dans les cinq types de commissions parlementaires figurant dans la base de données Parline de l'UIP (affaires étrangères, défense, finances, droits de l'homme et égalité des sexes). Cela représente 25,7 % des postes de président de commission, soit un recul par rapport à la proportion enregistrée en 2021 (27,7 %). Cette proportion tombe à 17,4 % si l'on exclut les présidentes des commissions sur l'égalité des sexes, soit moins que la proportion de postes occupés par des femmes en 2021 (18,5 %). À l'échelle mondiale, la proportion de femmes à la tête des commissions des affaires étrangères, de la défense et des finances se situe en moyenne entre 12 % et 21,5 %. Ce chiffre est de 23,3 % pour les commissions des droits de l'homme (contre 28 % en 2021) et de 65,9 % pour les commissions sur l'égalité des sexes. Les femmes n'ont enregistré une progression qu'au sein des commissions des affaires étrangères, leur proportion passant de 18 % à 21,5 % entre 2021 et 2023. On constate cependant de très grandes disparités d'une région à l'autre. À l'exception du Pacifique qui ne compte que deux commissions sur l'égalité des sexes, l'Afrique subsaharienne est la seule région où ces commissions sont plus souvent présidées par les hommes que par les femmes (22 sur 40).

# Violence à l'égard des femmes en politique

La violence dont les femmes font l'objet en politique, qu'il s'agisse des discours misogynes, des attaques sexistes en ligne ou des agressions physiques, fait partie des tactiques structurelles employées pour dominer les femmes et les réduire au silence. Ce problème majeur pour la participation des femmes à la vie politique, et pour la démocratie dans l'ensemble, était omniprésent en 2022. En décembre, deux parlementaires sénégalais ont été condamnés à six mois de prison pour avoir agressé une parlementaire enceinte à l'Assemblée nationale<sup>45</sup>, déclenchant une condamnation de la communauté internationale<sup>46</sup>. Des rapports ont fait état de violences physiques et sexuelles, ainsi que de manœuvres d'intimidation, de harcèlement et d'abus en ligne à l'occasion des élections kenyanes<sup>47</sup>. Les mesures prises pour lutter contre la violence à l'égard des femmes en politique méritent d'être mentionnées : les efforts faits pour améliorer la justice pour les survivantes ont permis de renforcer les relations entre les défenseurs des droits de l'homme et la police, le pouvoir judiciaire, les enquêteurs et les professionnels de santé, et un cas a été signalé et fait l'objet d'une enquête<sup>48</sup>.

45 [france24.com/fr/afrique/20230102-au-s-s%C3%A9n%C3%A9gal-deux-d%C3%A9put%C3%A9s-condamn%C3%A9s-%C3%A0-six-mois-ferme-pour-des-coups-sur-autre-parlementaire](https://france24.com/fr/afrique/20230102-au-s-s%C3%A9n%C3%A9gal-deux-d%C3%A9put%C3%A9s-condamn%C3%A9s-%C3%A0-six-mois-ferme-pour-des-coups-sur-autre-parlementaire).

46 [ipu.org/fr/actualites/declarations/2022-12/declaration-de-luip-sur-les-violences-au-sein-du-parlement-senegalais](https://ipu.org/fr/actualites/declarations/2022-12/declaration-de-luip-sur-les-violences-au-sein-du-parlement-senegalais).

47 [dw.com/en/kenyan-election-female-candidates-face-violence-abuse/a-62697361](https://dw.com/en/kenyan-election-female-candidates-face-violence-abuse/a-62697361) ; [reuters.com/world/africa/women-candidates-kenyan-elections-endure-abuse-attacks-2022-08-01/](https://reuters.com/world/africa/women-candidates-kenyan-elections-endure-abuse-attacks-2022-08-01/) ; [africanews.com/2022/08/08/kenya-right-groups-warn-of-violence-against-women-during-elections/](https://africanews.com/2022/08/08/kenya-right-groups-warn-of-violence-against-women-during-elections/).

48 [africa.unwomen.org/en/stories/feature-story/2022/12/kenyas-strides-towards-eradicating-violence-against-women-and-girls-in-elections](https://africa.unwomen.org/en/stories/feature-story/2022/12/kenyas-strides-towards-eradicating-violence-against-women-and-girls-in-elections).

Ces exemples font écho aux conclusions d'un rapport établi conjointement par l'UIP et l'Union interparlementaire africaine (UPA) et publié à la fin de l'année 2021. L'étude révèle que plus de 80 % des 137 femmes parlementaires de 49 pays qui avaient été interrogées avaient subi des violences psychologiques, que 40 % d'entre elles avaient fait l'objet de harcèlement sexuel et que 23 % avaient été victimes de violences physiques au cours de leur mandat<sup>49</sup>.

Aux États-Unis d'Amérique, les femmes en politique ont trois fois plus de risques d'être prises pour cible que les hommes<sup>50</sup>. En 2022, au moins une femme membre du Congrès a été contrainte de changer de lieu d'hébergement après avoir reçu des menaces. En octobre, un assaillant armé s'est introduit au domicile de Nancy Pelosi, la Présidente de la Chambre des représentants, et a agressé son mari au couteau, alors qu'il se trouvait seul à la maison. Il a été grièvement blessé. D'autres femmes membres du Congrès ont raconté avoir été suivies par des harceleurs armés, fait l'objet d'innombrables menaces de mort en ligne et vu leur bureau saccagé. En Argentine, Cristina Fernández de Kirchner, la Vice-présidente du pays et Présidente du Sénat a échappé de justesse à une tentative d'assassinat. Dans toute l'Asie du Sud-Est, les femmes politiques étaient toujours exposées à des niveaux élevés de harcèlement, d'abus et de menaces<sup>51</sup>.

49 [ipu.org/fr/ressources/publications/bulletins-thematiques/2021-11/sexisme-harcèlement-et-violence-legard-des-femmes-dans-les-parlements-dafrique](https://ipu.org/fr/ressources/publications/bulletins-thematiques/2021-11/sexisme-harcèlement-et-violence-legard-des-femmes-dans-les-parlements-dafrique).

50 [forbes.com/sites/erinspencer1/2022/11/02/women-in-politics-have-to-deal-with-more-harassment-and-violence-a-new-database-is-tracking-those-threats/?sh=5d437e54e16c](https://forbes.com/sites/erinspencer1/2022/11/02/women-in-politics-have-to-deal-with-more-harassment-and-violence-a-new-database-is-tracking-those-threats/?sh=5d437e54e16c).

51 [wfd.org/what-we-do/resources/womens-political-leadership-asean-region](https://wfd.org/what-we-do/resources/womens-political-leadership-asean-region).

En décembre 2022, deux parlementaires sénégalais ont été condamnés à six mois de prison pour avoir agressé physiquement une parlementaire enceinte à l'Assemblée nationale. © Armen Abd Ali/AFP



En Australie, l'environnement de travail toxique et dangereux pour les femmes au parlement a fait la une des journaux avant les élections<sup>52</sup>. Les allégations d'agressions sexuelles au parlement, la sensibilisation accrue à l'insécurité des femmes parlementaires<sup>53</sup>, et les attaques lancées par des candidats politiques contre des femmes transgenres<sup>54</sup> ont alimenté ce vaste mouvement. Ce sont des questions dont le nouveau parlement doit se saisir de toute urgence. Dans un rapport publié en novembre 2022, une commission parlementaire a recommandé que les parlementaires et le personnel parlementaire, et plus généralement les lieux de travail parlementaires, adoptent des normes de comportement et des codes de conduite stipulant que les manœuvres d'intimidation, le harcèlement sexuel, les agressions et la discrimination ne seront en aucun cas tolérés, cautionnés ou passés sous silence<sup>55</sup>.

Au Japon, le harcèlement sexuel des femmes en politique est considéré comme un facteur à l'origine de la faible participation des femmes à la vie politique<sup>56</sup>. Les réseaux sociaux se sont fait l'écho de cas d'abus et de harcèlement, notamment de la part d'hommes politiques, de chahut à caractère sexiste au cours des débats et de pressions exercées sur les femmes pour les forcer à démissionner<sup>57</sup>. La loi sur la parité des sexes a été révisée en 2021 et comporte maintenant une clause<sup>58</sup> portant sur l'élimination du harcèlement sexuel en politique<sup>59</sup>. La Diète nationale et les assemblées locales sont désormais tenues de prendre des mesures visant à prévenir le harcèlement sexuel à l'égard des candidates et des représentantes.

En France, des femmes et des militantes actives dans la sphère politique ont créé un observatoire des violences faites aux femmes en politique dans le cadre de l'élection présidentielle et des élections législatives de 2022<sup>60</sup>. L'observatoire pose des questions aux partis politiques sur les multiples cas de violence à l'égard des femmes parlementaires, demande aux partis de s'employer à prendre des mesures préventives visant à protéger les droits des femmes et exige de leur part de faire preuve de transparence sur les mécanismes internes mis en place à cet égard. Tous les partis politiques, hormis le *Rassemblement National* et *Les Républicains* situés à droite de l'échiquier politique, ont adopté des mesures internes destinées à lutter contre les cas de sexisme et de violence sexuelle dans leurs rangs<sup>61</sup>, mais au vu des sanctions infligées aux auteurs, leur efficacité est remise en question. La première femme à assurer la présidence de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet, a rendu publiquement

compte de dépôts de plainte auprès d'un service chargé spécialement de lutter contre le harcèlement sexuel et d'autres comportements répréhensibles. Quarante cas de comportement répréhensible au parlement, notamment de harcèlement sexuel et de manœuvres d'intimidation, ont été enregistrés entre janvier 2021 et septembre 2022<sup>62</sup>.

Les questions relatives aux identités multiples ont également eu une incidence sur la violence à l'égard des femmes en politique en 2022. La désinformation et les abus en ligne ont empêché de manière disproportionnée les femmes de couleur de se présenter comme candidates politiques aux États-Unis d'Amérique<sup>63</sup>. Des législatrices de couleur issues de groupes minoritaires ont déclaré avoir été prises pour cible par des suprémacistes blancs. Une représentante noire a dépensé plus de 400 000 dollars pour assurer sa sécurité personnelle pendant sa campagne. Au Brésil, des candidates transgenres ont affirmé avoir reçu des menaces de mort tout au long de la campagne de 2022<sup>64</sup>. Pendant longtemps, le Brésil a été, de tous les pays du monde, le pays à avoir déclaré le plus grand nombre de meurtres de personnes transgenres<sup>65</sup>. Pendant ce temps-là, en Colombie, les questions relatives aux identités multiples – la classe sociale des candidates, leur appartenance ethnique et leur soutien aux droits sociaux et environnementaux – auraient eu, selon certaines sources, une incidence sur la violence à l'égard des femmes en politique<sup>66</sup>.

Les parlements et les partis politiques doivent prendre de toute urgence ce problème à bras le corps, en adoptant des politiques internes de lutte contre la violence dont les femmes font l'objet en politique, qui prévoient la création d'un mécanisme de plainte indépendant et la mise en place de sanctions disciplinaires. D'autres solutions pourraient consister à adopter des lois et des politiques efficaces et correctement appliquées ayant pour but de lutter contre la violence à l'égard des femmes en politique. L'Amérique latine (la seule région pour laquelle on dispose de ce type de données) a décidé d'agir avec détermination : en 2020, 38 mécanismes avaient été mis en place par les États pour remédier à ce problème<sup>67</sup>. Huit pays avaient adopté ou proposé une législation (Bolivie, Colombie, Costa Rica, Équateur, Honduras, Mexique, Panama et Pérou). En Colombie, une proposition de loi visant à réglementer la violence dont les femmes font l'objet en politique avait fait son chemin en 2022.

Conformément à son action visant à éliminer la violence à l'égard des femmes dans les parlements et à l'engagement pris de servir de modèle et de référence pour les parlements nationaux, l'UIP continue d'appeler un plus grand nombre

52 [theconversation.com/the-jenkins-review-has-28-recommendations-to-fix-parliaments-toxic-culture-will-our-leaders-listen-172858](https://theconversation.com/the-jenkins-review-has-28-recommendations-to-fix-parliaments-toxic-culture-will-our-leaders-listen-172858).

53 [genvic.org.au/focus-areas/strengthening/federal-election-2022-analysis/](https://genvic.org.au/focus-areas/strengthening/federal-election-2022-analysis/).

54 [womensagenda.com.au/latest/womens-rights-and-safety-organisations-condemn-targeting-of-trans-women-by-political-candidates/](https://womensagenda.com.au/latest/womens-rights-and-safety-organisations-condemn-targeting-of-trans-women-by-political-candidates/).

55 [aph.gov.au/Parliamentary\\_Business/Committees/Joint/Parliamentary\\_Standards/ParlStandards47th/Report](https://aph.gov.au/Parliamentary_Business/Committees/Joint/Parliamentary_Standards/ParlStandards47th/Report).

56 [link.springer.com/book/10.1007/978-981-16-3795-7](https://link.springer.com/book/10.1007/978-981-16-3795-7).

57 [theguardian.com/world/2021/oct/27/being-a-woman-in-japanese-politics](https://theguardian.com/world/2021/oct/27/being-a-woman-in-japanese-politics).

58 [asahi.com/articles/ASP6B4FKPP6BULFA003.html](https://asahi.com/articles/ASP6B4FKPP6BULFA003.html).

59 [eastasiaforum.org/2022/06/28/japans-stubborn-gender-inequality-problem/](https://eastasiaforum.org/2022/06/28/japans-stubborn-gender-inequality-problem/).

60 [observatoirevsspolitique.fr/](https://observatoirevsspolitique.fr/).

61 [bfmtv.com/politique/violences-faites-aux-femmes-que-prevoient-les-partis-politiques\\_AN-202209210448.html](https://bfmtv.com/politique/violences-faites-aux-femmes-que-prevoient-les-partis-politiques_AN-202209210448.html).

62 [lcp.fr/actualites/violences-sexuelles-et-sexistes-on-ne-laisse-rien-passer-a-l-assemblee-affirme-yael](https://lcp.fr/actualites/violences-sexuelles-et-sexistes-on-ne-laisse-rien-passer-a-l-assemblee-affirme-yael).

63 [cdt.org/insights/an-unrepresentative-democracy-how-disinformation-and-online-abuse-hinder-women-of-color-political-candidates-in-the-united-states/](https://cdt.org/insights/an-unrepresentative-democracy-how-disinformation-and-online-abuse-hinder-women-of-color-political-candidates-in-the-united-states/).

64 [globalvoices.org/2022/10/03/in-brazils-election-year-women-in-politics-denounce-recurring-threats/](https://globalvoices.org/2022/10/03/in-brazils-election-year-women-in-politics-denounce-recurring-threats/).

65 [brasildefato.com.br/2022/01/23/brazil-continues-to-be-the-country-with-the-largest-number-of-trans-people-killed](https://brasildefato.com.br/2022/01/23/brazil-continues-to-be-the-country-with-the-largest-number-of-trans-people-killed).

66 [transparenciaelectoral.org/observatoriodemujerespolitica/wp-content/uploads/2022/03/Informe-Elecciones-Colombia-2022.pdf](https://transparenciaelectoral.org/observatoriodemujerespolitica/wp-content/uploads/2022/03/Informe-Elecciones-Colombia-2022.pdf).

67 [cambridge.org/core/journals/politics-and-gender/article/abs/criminalizing-violence-against-women-in-politics-innovation-diffusion-and-transformation/D940136A274FB47381EB286E88D2793B](https://cambridge.org/core/journals/politics-and-gender/article/abs/criminalizing-violence-against-women-in-politics-innovation-diffusion-and-transformation/D940136A274FB47381EB286E88D2793B).



de parlements à prendre les mesures nécessaires pour offrir aux femmes des espaces sûrs et respectueux. À l'aide de lignes directrices<sup>68</sup>, elle apporte un soutien aux parlements en leur prodiguant des conseils et en leur fournissant des renseignements utiles sur la façon de concevoir et de mettre en œuvre des politiques destinées à prévenir et éliminer le sexisme et la violence fondée sur le genre au parlement. Pour l'UIP, il en va de l'efficacité du parlement, de l'image de l'institution aux yeux du public et de sa capacité de parvenir à l'égalité des sexes dans la société – en bref, il en va de la sensibilité du parlement au genre.

L'UIP poursuit part ailleurs sa série d'enquêtes régionales sur le sexisme et la violence à l'égard des femmes dans les parlements à travers le monde et élabore sa propre politique de prévention du harcèlement, et plus particulièrement du harcèlement sexuel, aux Assemblées de l'UIP et dans tout autre événement organisé par l'UIP.

## Parlements sensibles au genre

En octobre 2022, à l'issue de la 145<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP à Kigali (Rwanda), des parlementaires du monde entier ont adopté la Déclaration de Kigali intitulée *Égalité des sexes et parlements sensibles au genre : moteurs du changement pour un monde plus résilient et pacifique*<sup>69</sup>. La Déclaration recommande que les parlements atteignent la parité dans la prise de décision politique, notamment en appliquant des

quotas par sexe, veillent à ce que l'élaboration et l'application des lois ainsi que l'établissement des budgets tiennent compte de la dimension de genre et placent les populations vulnérables au centre des fonctions parlementaires et mettent fin aux discriminations et à la violence.

On remarque en particulier que la Déclaration marquait le dixième anniversaire du *Plan d'action pour des parlements sensibles au genre* adopté par l'UIP<sup>70</sup>. Les Parlements membres de l'UIP s'étaient engagés à prendre 10 mesures dans les 10 prochaines années, notamment à adopter des règles en bonne et due forme visant à établir un équilibre entre les sexes dans les fonctions dirigeantes parlementaires et à mettre en place des politiques rigoureuses destinées à éliminer la violence à l'égard des femmes, le harcèlement sexuel et les manœuvres d'intimidation au parlement.

Un certain nombre de mesures ont été adoptées en 2022 dans ce domaine. À la chambre basse du Japon, une enquête a été menée auprès des parlementaires en 2022 en prenant appui sur la méthode d'auto-évaluation mise au point par l'UIP pour évaluer la sensibilité des parlements au genre. Les résultats de cette enquête font actuellement l'objet d'un examen par le Groupe Interpartis bicaméral pour la promotion de l'égalité de genre en politique de la Diète nationale. L'enquête a révélé qu'une majorité écrasante de législateurs estiment qu'il y a trop peu de femmes au parlement et mis en lumière le manque de sensibilisation des responsables politiques de sexe masculin à la question de la participation des femmes à la vie politique<sup>71</sup>.

Depuis les élections de 2022, le Règlement intérieur du

68 [ipu.org/fr/ressources/publications/reference/2019-11/lignes-directrices-pour-lelimination-du-sexisme-du-harcèlement-et-de-la-violence-legard-des-femmes-dans-les](https://ipu.org/fr/ressources/publications/reference/2019-11/lignes-directrices-pour-lelimination-du-sexisme-du-harcèlement-et-de-la-violence-legard-des-femmes-dans-les)

69 [ipu.org/fr/actualites/communiqués-de-presse/2022-10/les-membres-de-luip-sengagent-en-faveur-de-legalite-des-sexes](https://ipu.org/fr/actualites/communiqués-de-presse/2022-10/les-membres-de-luip-sengagent-en-faveur-de-legalite-des-sexes).

70 [ipu.org/fr/ressources/publications/reference/2016-07/plan-daction-pour-des-parlements-sensibles-au-genre](https://ipu.org/fr/ressources/publications/reference/2016-07/plan-daction-pour-des-parlements-sensibles-au-genre).

71 [japantimes.co.jp/news/2022/06/13/national/politics-diplomacy/female-lawmakers-japan-parliament-survey/](https://japantimes.co.jp/news/2022/06/13/national/politics-diplomacy/female-lawmakers-japan-parliament-survey/).



À la 145<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP qui s'est tenue en octobre 2022 au Rwanda, les Membres de l'UIP ont célébré le dixième anniversaire de l'adoption du *Plan d'action pour des parlements sensibles au genre* et ont réaffirmé leur engagement en faveur de sa mise en œuvre. © IPU/Parliament of Rwanda

Parlement kenyan exige que les commissions parlementaires respectent l'égalité des sexes. Cette exigence fait suite à une auto-évaluation de la sensibilité du parlement au genre réalisée avec l'aide de l'UIP. Un point focal chargé des questions de genre a été créé dans le cadre des mesures antérieures prises à l'issue de l'évaluation.

Les adaptations technologiques engendrées par la pandémie ont permis d'accélérer la sensibilité des parlements au genre. Pendant cette période, 84 % des parlements ont mis en place des systèmes auxquels on n'avait pas pensé auparavant. Grâce à cette évolution, les parlements ont amélioré la flexibilité et la résilience de leurs procédures et fait preuve d'une plus grande créativité dans leur façon de penser l'avenir. Aujourd'hui, les parlements examinent dans quelle mesure le travail hybride peut faire d'eux des institutions plus modernes, plus sensibles au genre et plus compatibles avec la vie de famille<sup>72</sup>.

En premier lieu, la pandémie a poussé les parlements à faire preuve d'esprit critique vis-à-vis de ces questions. À la fin de 2022, un certain nombre de parlements dans le monde réfléchissaient à la façon de préserver les changements positifs tout en atténuant les effets négatifs de l'évolution des lieux de travail parlementaires sur les élus et les électrices<sup>73</sup>. La réduction de la fracture numérique entre les sexes et l'adoption de nouvelles mesures visant à éliminer les tendances préoccupantes de la violence à l'égard des femmes en politique, qui est accentuée en ligne, ne sont que deux des questions que les parlements doivent examiner dans le cadre de leur transformation numérique.

## L'influence des questions de genre sur les résultats des élections en 2022

En 2022, les questions de genre se sont largement invitées dans les campagnes et ont très fortement influencé les choix des électeurs dans de nombreux pays, partout dans le monde. Dans certains cas, la sensibilisation accrue à la discrimination, à la violence sexiste et à d'autres problèmes a permis aux femmes d'obtenir de bons résultats aux élections législatives. En Colombie par exemple, le succès remporté par les femmes au parlement a fait suite à une vague de mobilisation et de sensibilisation du public autour de questions féministes<sup>74</sup>. En 2018 et 2019, plusieurs grandes manifestations ont eu lieu contre les féminicides, la violence fondée sur le genre et la discrimination. La politique d'égalité des sexes était un enjeu politique majeur pour tous les principaux candidats à l'élection présidentielle de 2022

qui avaient présenté de nombreux programmes en faveur de l'égalité des sexes<sup>75</sup>.

Dans d'autres pays, les électeurs se sont montrés critiques envers les partis politiques pour leur action en faveur de l'égalité entre les sexes. En Australie, les électrices se sont détournées de manière disproportionnée du Parti libéral sortant, mettant en avant la façon dont la Coalition traitait les femmes en politique, qui était un problème majeur<sup>76</sup>. Aux États-Unis d'Amérique, le taux record de participation des électrices, en particulier chez les jeunes, aux élections législatives de mi-mandat en novembre 2022 a été en grande partie mis sur le compte d'une décision rendue par la Cour Suprême plus tôt dans l'année de révoquer le droit constitutionnel à l'avortement. Environ 50 % des électeurs américains interrogés avant les élections (dont 60 % de femmes) ont déclaré que la décision de la Cour les avait davantage incités à se rendre aux urnes. L'avortement était le principal sujet de préoccupation des électrices exprimé dans les sondages effectués à la sortie des bureaux de vote<sup>77</sup>. La décision impopulaire de la Cour a considérablement ralenti le « tsunami rouge » annoncé par le Parti républicain.



Un nombre record de femmes de couleur siège au Congrès des États-Unis élu en 2022. © Evelyn Hockstein/Pool

Dans d'autres régions du monde, les dirigeants élus ont été dans l'obligation de rendre plus de comptes à leurs électeurs sur les questions de genre. Au Costa Rica, ces questions ont occupé une place de premier plan dans la campagne électorale en raison de la controverse autour du candidat à la présidence Rodrigo Chaves, qui avait été rétrogradé à la Banque mondiale après les révélations de différentes femmes qui affirmaient avoir fait l'objet de harcèlement

72 [ipu.org/fr/ressources/publications/rapports/2022-11/rapport-mondial-2022-sur-le-parlement](https://ipu.org/fr/ressources/publications/rapports/2022-11/rapport-mondial-2022-sur-le-parlement).

73 [theguardian.com/world/2022/jan/21/only-two-uk-covid-briefings-female-mp-2022-sex-and-power-index](https://theguardian.com/world/2022/jan/21/only-two-uk-covid-briefings-female-mp-2022-sex-and-power-index); [unwomen.org/sites/default/files/2022-06/Government-responses-to-COVID-19-Lessons-on-gender-equality-for-a-world-in-turmoil-en\\_0.pdf](https://unwomen.org/sites/default/files/2022-06/Government-responses-to-COVID-19-Lessons-on-gender-equality-for-a-world-in-turmoil-en_0.pdf); [humanrights.gov.au/CPWReview](https://humanrights.gov.au/CPWReview).

74 [time.com/5713799/colombia-elections-women/](https://time.com/5713799/colombia-elections-women/).

75 [nytimes.com/live/2022/06/19/world/colombia-election-results#why-rodolfo-hernandez-has-offended-some-women-while-others-defend-him](https://nytimes.com/live/2022/06/19/world/colombia-election-results#why-rodolfo-hernandez-has-offended-some-women-while-others-defend-him).

76 [theguardian.com/australia-news/2022/jul/11/more-women-than-men-voted-against-morrison-government-in-federal-election-polling-shows](https://theguardian.com/australia-news/2022/jul/11/more-women-than-men-voted-against-morrison-government-in-federal-election-polling-shows).

77 [targetpointconsulting.com/the-impact-of-dobbs-v-jackson-on-the-2022-midterms/](https://targetpointconsulting.com/the-impact-of-dobbs-v-jackson-on-the-2022-midterms/).

sexuel à l'époque où il travaillait à la Banque<sup>78</sup>. M. Chaves a finalement remporté l'élection, il a présenté ses excuses à ces accusatrices et fait de l'élimination de la discrimination et du harcèlement sexuel son « premier engagement politique »<sup>79</sup>. Son élection a poussé la société civile féministe costaricienne à accroître la sensibilisation et à faire preuve d'une plus grande vigilance.

Dans le même temps, aux Philippines, les questions de genre ont été l'un des points forts de l'élection présidentielle de 2022. On remarque en particulier que la campagne de la seule femme candidate à la présidence, l'ancienne Vice-présidente Leni Robredo, était fondée sur un programme qualifié de « révolution rose<sup>80</sup> ». En Hongrie, un référendum sur une mesure anti-LGBTQI+ a été organisé en même temps que l'élection générale en avril. Destinées à renforcer le soutien au Président Viktor Orbán, cette stratégie a échoué après la tenue d'une campagne dont la coordination était assurée par la société civile, exhortant les électeurs à glisser un bulletin nul dans l'urne, ce qui a finalement invalidé le référendum.

## La diversité des femmes élues au parlement

En 2022, la diversité des femmes au parlement a fortement progressé dans le monde.

Au Brésil, un nombre record de 4829 femmes qui se considèrent comme noires se sont présentées à l'élection générale (sur 26 778 candidats), soit une augmentation de près de 27 % par rapport à l'élection de 2018<sup>81</sup>. Trois cent vingt-quatre candidats appartenant ouvertement à la communauté LGBTQI+ (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, queers et intersexes) se sont présentés à l'élection de 2022. L'élection a été remportée par 18 candidats, dont deux femmes transgenres<sup>82</sup>. Au total, sept candidats autochtones autodéclarés ont été élus, cinq à la Chambre des députés et deux au Sénat, dont quatre femmes<sup>83</sup>, du jamais vu dans l'histoire du Brésil. Le succès remporté par les femmes noires ou autochtones illustre l'alliance qu'elles ont conclue avec d'autres mouvements sociaux axés sur l'identité et l'orientation sexuelles et sur la lutte pour les droits fonciers<sup>84</sup>.

Aux États-Unis d'Amérique, un nombre record de femmes de couleur (263) se sont présentées aux élections à la Chambre des représentants : 92 républicaines et 171 Démocrates, un

record pour les deux partis<sup>85</sup>. Un nombre record de femmes de couleur siègent au nouveau Congrès (58 sur 535 dans les deux chambres). Deux femmes d'origine asiatique siègent au Sénat, mais cette chambre ne compte actuellement aucune femme afro-américaine. La Chambre des représentants compte désormais 27 femmes afro-américaines et 18 femmes d'origine hispanique, soit un siège de plus par rapport aux records historiques enregistrés au précédent Congrès. Cela étant, les 27 femmes afro-américaines appartiennent toutes à un seul parti (le Parti démocrate). Les femmes autochtones sont toujours sous-représentées : une Amérindienne et une native de l'Alaska siègent actuellement à la Chambre. Jamais, aucune Amérindienne, aucune native de l'Alaska ou native d'Hawaï n'a siégé au Sénat. Les deux premières lesbiennes occupant un poste de gouverneur ont été élues dans le Massachusetts et l'Oregon.

L'Inde a élu pour la deuxième fois une femme et pour la première fois une personne appartenant à la communauté tribale, Droupadi Murmu, à la présidence du pays. La représentation des LGBTQI+ en Colombie a triplé. Le nombre de représentants de cette communauté au Congrès est passé de deux à six, dont quatre lesbiennes. En France, les électeurs semblent cimenter progressivement la diversité. Ils ont élu 32 candidats issus de minorités à la nouvelle Assemblée nationale (5,8 %), selon un décompte effectué par France 24<sup>86</sup>.

Les données sur la diversité restent inégales ou insuffisantes. Sur les 38 pays membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 20 ne collectent pas de données sur l'identité raciale ou ethnique de leur population.

## Genre et changements climatiques

En 2022, les femmes ont joué un rôle notable face à la menace permanente que représentent les changements climatiques. Globalement, il existe une corrélation directe entre le renforcement de la représentation des femmes dans les parlements nationaux, la rigueur accrue des politiques dans le domaine des changements climatiques<sup>87</sup> et la définition d'objectifs climatiques plus ambitieux<sup>88</sup>. Une étude s'appuyant sur des données de l'UIP et réalisée en 2022 a conclu que la mise en place de structures de bonne gouvernance se traduisait par une plus forte représentation des femmes et la baisse des émissions de CO2 grâce à l'amélioration de la législation sur l'environnement, à une réglementation de l'environnement bien conçue et au respect de normes environnementales efficaces<sup>89</sup>. Le relèvement du niveau de participation des femmes à la vie

78 [apnews.com/article/business-world-bank-costa-rica-central-america-presidential-elections-892041221fab5438c6a0f3ff05b7da39](https://apnews.com/article/business-world-bank-costa-rica-central-america-presidential-elections-892041221fab5438c6a0f3ff05b7da39).

79 [ticotimes.net/2022/05/08/costa-ricas-president-chaves-vows-to-tackle-sexual-harassment](https://ticotimes.net/2022/05/08/costa-ricas-president-chaves-vows-to-tackle-sexual-harassment).

80 [thegazelle.org/issue/227/opinion/she-a-woman-philippines](https://thegazelle.org/issue/227/opinion/she-a-woman-philippines), [asiasentinel.com/p/leni-robredo-pink-revolution](https://asiasentinel.com/p/leni-robredo-pink-revolution); [internationalaffairs.org.au/australianoutlook/leni-robredos-gendered-fight-for-the-philippine-presidency/](https://internationalaffairs.org.au/australianoutlook/leni-robredos-gendered-fight-for-the-philippine-presidency/).

81 [opendemocracy.net/en/5050/black-women-candidates-brazil-general-election/](https://opendemocracy.net/en/5050/black-women-candidates-brazil-general-election/).

82 [them.us/story/brazil-trans-congress-erika-hilton-duda-salabert](https://them.us/story/brazil-trans-congress-erika-hilton-duda-salabert).

83 [news.mongabay.com/2022/10/brazils-biggest-elected-indigenous-caucus-to-face-tough-2023-congress/](https://news.mongabay.com/2022/10/brazils-biggest-elected-indigenous-caucus-to-face-tough-2023-congress/).

84 Ibid.

85 [politico.com/newsletters/weekly-score/2022/10/03/where-women-of-color-stand-post-primaries-00059961](https://politico.com/newsletters/weekly-score/2022/10/03/where-women-of-color-stand-post-primaries-00059961).

86 [france24.com/fr/france/20220624-diversite-C3%A9-l-assembl%C3%A9e-se-rapproche-petit-C3%A0-petit-de-la-france-qu-on-croise-dans-la-rue](https://france24.com/fr/france/20220624-diversite-C3%A9-l-assembl%C3%A9e-se-rapproche-petit-C3%A0-petit-de-la-france-qu-on-croise-dans-la-rue).

87 [sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0176268017304500](https://sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0176268017304500); [nature.com/articles/s41558-019-0626-2](https://nature.com/articles/s41558-019-0626-2).

88 [oecd-ilibrary.org/environment/women-s-leadership-in-environmental-action\\_f0038d22-en](https://oecd-ilibrary.org/environment/women-s-leadership-in-environmental-action_f0038d22-en).

89 [sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0040162522005431](https://sciencedirect.com/science/article/abs/pii/S0040162522005431).





À la COP27, Sherry Rehman, Ministre pakistanaise du changement climatique et sénatrice, faisait partie des dirigeants qui avaient milité pour la création d'un fonds destiné à aider les pays pauvres qui subissent de plein fouet des changements climatiques. © Parliament of Egypt

parlementaire permet aussi d'accroître la consommation d'énergies renouvelables<sup>90</sup>. L'autonomisation politique des femmes réduit encore plus la vulnérabilité aux changements climatiques, en particulier en Amérique latine et dans les pays à revenu intermédiaire (tranche supérieure) petits ou fragiles<sup>91</sup>.

Les exemples de dirigeantes à l'avant-garde de la lutte contre les changements climatiques ne manquent pas. Des événements marquants ont été observés récemment, notamment en Finlande, où la Première Ministre, Sanna Marin, s'est engagée à atteindre l'un des objectifs climatiques les plus ambitieux, en imposant par voie législative la réduction à zéro des émissions d'ici 2035 et la négativité carbone à l'horizon 2040. À la Barbade, la Première Ministre, Mia Mottley, se fixe comme objectif d'éliminer progressivement les combustibles fossiles d'ici 2030. Aux Pays-Bas, Agnes Mulder, parlementaire, est à l'avant-garde

de la législation sur les changements climatiques dont l'objectif est de réduire de 49 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990. En Malaisie, Yeo Bee Yin, ancienne Ministre de l'énergie, de la science, de la technologie, de l'environnement et des changements climatiques, et siégeant actuellement au parlement, a fixé des objectifs ambitieux en matière d'énergies renouvelables et a publié une feuille de route sur 12 ans qui comprend un cadre juridique pour l'élimination des plastiques à usage unique en Malaisie d'ici 2030. Première Présidente de Tanzanie, Samia Suluhu Hassan milite en faveur de la justice climatique depuis sa nomination en 2021. Elle est devenue la porte-parole mondiale des nations africaines. À la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP27) qui s'est tenue récemment en Égypte, Sherry Rehman, Ministre pakistanaise des changements climatiques et sénatrice, s'est faite l'ardente défenseur de la création d'un fonds pour lutter contre les pertes et dommages et a participé à une campagne menée par les pays en développement en vue d'aider les pays pauvres qui subissent de plein fouet les changements climatiques<sup>92</sup>. L'un des principaux résultats de la COP27 a été l'accord historique obtenu pour créer ce fonds.

Malgré ce leadership, les femmes continuent d'être sous-représentées dans des enceintes jouant un rôle important dans le domaine de l'environnement. L'OCDE a constaté, que dans les régions qui risquaient d'être les premières touchées par les dommages dus aux effets des changements climatiques et où les femmes étaient les plus vulnérables aux changements climatiques, les postes de prise de décision au plus haut niveau dans le domaine de l'environnement étaient rarement occupés par les femmes<sup>93</sup>. Par exemple, les équipes de négociation des pays comptaient moins de 34 % de femmes et seulement 7 chefs d'État présents à la COP27 sur 110 étaient des femmes.

90 [ejpr.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/1475-6765.12539](https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/1475-6765.12539).

91 [link.springer.com/article/10.1007/s10584-022-03451-7](https://link.springer.com/article/10.1007/s10584-022-03451-7).

92 [weforum.org/agenda/2022/11/explainer-who-will-pay-for-climate-loss-and-damage/](https://weforum.org/agenda/2022/11/explainer-who-will-pay-for-climate-loss-and-damage/).

93 [oecd-ilibrary.org/docserver/f0038d22-en.pdf](https://oecd-ilibrary.org/docserver/f0038d22-en.pdf).



Union interparlementaire  
Pour la démocratie. Pour tous.

T +41 22 919 41 50  
F +41 22 919 41 60  
E [postbox@ipu.org](mailto:postbox@ipu.org)

Chemin du Pommier 5  
Case postale 330  
1218 Le Grand-Saconnex  
Genève – Suisse

Copyright © Union interparlementaire (UIP), 2023 – ISSN 1993-5196

L'UIP est l'organisation mondiale des parlements nationaux. Elle œuvre à préserver la paix et elle impulse un changement démocratique positif par le dialogue politique et une action concrète.

L'UIP remercie chaleureusement M<sup>me</sup> Gabrielle Bardall, qui a rédigé le texte du présent rapport. Nous tenons également à remercier Affaires mondiales Canada, Irish Aid et l'Agence suédoise de coopération internationale au développement pour leur soutien financier aux travaux de l'UIP sur l'égalité des sexes, dont la présente publication.

La reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est autorisée à des fins strictement personnelles et non commerciales, moyennant mention des indications de copyright et de source, et sans aucune modification. Il est toutefois demandé d'informer l'Union interparlementaire de toute utilisation du contenu de la publication.

Traduction par Françoise Wirth  
Mise en page par Philippe Boisson, imprimé par Courand.